l'unité

N° 349 - 6F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 14-20 septembre 1979

La vraie réussite de M. Barre

Initiatives au P.s.

La révolution des poètes

Information : à qui profite le monopole...

PAR JEAN-LOUP REVERIER

L'information, écrite ou audio-visuelle, a occupé une place importante dans l'actualité de l'été. Tout indique que ce phénomène a peu à voir avec une mode passagère.

Personne ne conteste le rôle essentiel d'une presse libre et pluraliste dans l'information et la formation des citoyens. Ainsi s'explique l'introduction officielle de la presse à l'école. Pour faire de cette tardive décision administrative un instrument pédagogique aussi efficace que possible, le Comité d'information pour la presse dans l'enseignement, le Centre de perfectionnement des journalistes et différentes associations d'enseignants ont organisé, du 4 au 7 septembre, le premier Forum national de la presse à l'école.

Une initiative utile pour le décryptage des quotidiens et magazines que ces enseignants vont désormais utiliser en classe. Pourtant, bien que cette faculté nouvelle les séduise beaucoup, de nombreux professeurs redoutent les réactions de l'administration et celles des parents d'élèves. L'information en France reste un domaine particulièrement sensible, au point que la liberté offerte aux enseignants en cette matière risque fort de n'être qu'une semi-liberté où tout un chacun voudra leur dicter ses choix.

Il est pénible de constater à cette occasion à quel point l'Education nationale a perdu l'avance acquise sous Jules Ferry. On peut s'en faire une idée à travers ce témoignage, publié par « le Monde », d'un participant suisse au Forum, le professeur d'Histoire René Duboux :

« La France me paraît avoir un retard énorme. Ce qui s'est passé ces jours-ci au Forum s'est passé il y a vingt ans aux Etats-Unis et dans les pays scandinaves. Vous en êtes à l'attribution de feuilles de papier dans les classes, pas encore à celle de journaux, quand, dans d'autres pays, les écoles disposent de magnétoscopes en couleurs et d'ordinateurs. Il est vrai que tout se tient : votre télévision diffuse les mêmes programmes à Lille et à Nice, et elle dépend du pouvoir politique, ce qui est impensable en Suisse... »

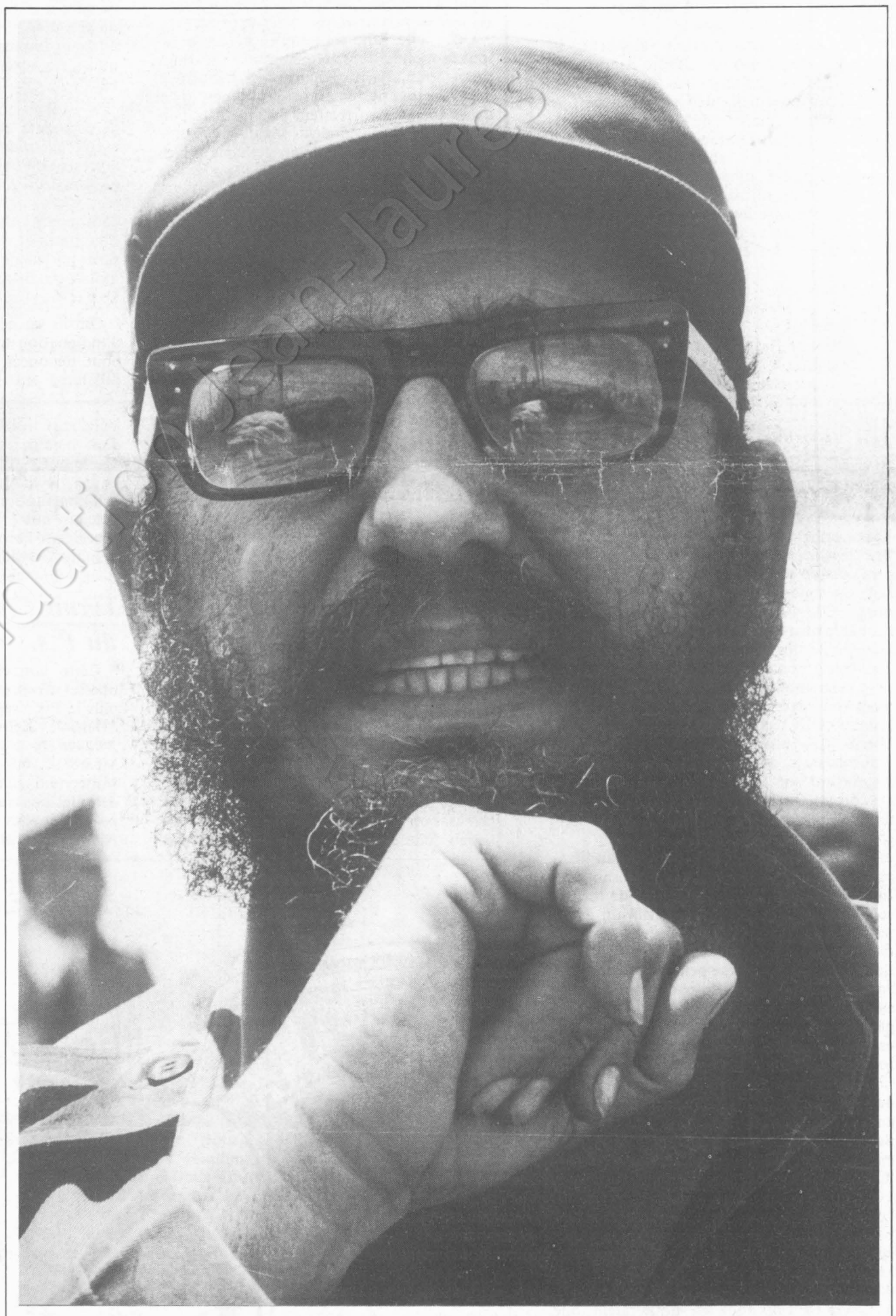
Tout se tient, en effet. Pourquoi l'introduction de l'information à l'école est-elle si tardive et si mal faite ? Pourquoi la toute première décision politique de Valéry Giscard d'Estaing, entamant son septennat, fut-elle de faire éclater l'O.r.t.f. ? Pourquoi tous les P.-d.g. des sociétés issues de l'O.r.t.f. sont-ils très soigneusement choisis par Giscard d'Estaing lui-même ?

A ces questions — et à celles que soulèvent les nombreuses difficultés de la presse écrite — la même réponse s'impose. A l'Elysée comme à Matignon, on se méfie de la liberté de l'information, jugée subversive. Corollaire : les citoyens y sont tenus pour gens immatures. Inaptes à se faire une opinion dans le concert d'une liberté d'information retrouvée, ils seraient susceptibles de ne plus effectuer « le bon choix ».

L'opposition — en particulier le Parti socialiste — condamne cette manière de juger les choses et de régenter le pays. Pour elle, au contraire, rien n'use davantage la liberté, surtout lorsqu'elle touche à l'opinion et l'information, que de ne s'en servir pas assez. D'où son inquiétude devant l'évolution de l'information en France. Par-delà les inacceptables difficultés quotidiennement rencontrées par les partis, syndicats et associations qui souhaitent exprimer, dans de bonnes conditions, leurs réserves et critiques sur la politique gouvernementale, le problème soulevé par le P.s. avec les émissions de Radio-Riposte ne se limite pas à une affaire de chronométrage des temps de parole au journal télévisé. D'où la vivacité de la réaction du Pouvoir.

La décision, prise à l'Elysée, de faire inculper François Mitterrand, Laurent Fabius et Bernard Parmantier, tous trois parlementaires et assumant de hautes responsabilités dans le premier parti de France, a d'abord frappé par son ridicule. D'autant qu'elle a provoqué une réaction de sympathie dans l'opinion envers les victimes de cette réplique judiciaire. La dernière fois qu'un gouverne-

(Suite en page 2)



Nous sommes tous des non-alignés

SUITE
DE LA PAGE 1

ment s'est permis, dans ce pays, de poursuivre en justice le premier responsable du Parti socialiste, c'était sous Pétain. Le procès de Léon Blum à Riom avait soulevé un tel mouvement en faveur de l'accusé qu'il dut être interrompu. Même si l'Etat de Vichy était lui aussi un grand spécialiste du contrôle de l'information, et bien que certains parallèles se dessinent, il ne s'agit pas ici de comparer ces deux époques. On peut néanmoins s'interroger. En quoi des émissions de radio brouillées, que peu de gens ont pu entendre, représentaient-elles un danger à la hauteur de cette « parade » ?

Les Français savent bien que, si le P.s., qui n'a ni le sentiment ni l'intention de se situer au-dessus des lois, a délibérément commis cette entorse à ses principes, la situation devait l'exiger. « Dans l'histoire de France, a d'ailleurs expliqué François Mitterrand, il y a toujours eu des moments où des hommes ont dû prendre des risques pour la liberté. Or, il existe aujourd'hui un détournement de la loi sur le monopole audio-visuel. Une atteinte grave à la liberté de la presse. Une fraude permanente sur le service public de la radio-télévision. Je le dis avec force, les auteurs de ce détournement sont le président de la République et son gouvernement. C'est pourquoi le Parti socialiste a décidé d'engager une vaste campagne afin que l'opinion se rende compte à quel point la liberté d'information est menacée dans notre pays. »

Cette mise en accusation solennelle, la poursuite des émissions Radio-Riposte, le développement enthousiaste dans tout le pays du mouvement des radios libres, le remarquable succès de Radio-Lorraine-Cœur-d'Acier (la station C.g.t. de Longwy) indiquent que les abus du pouvoir en matière d'information ont fait leur temps.

Lui seul se refuse à l'admettre. Or, la répression contre les radios libres, les inculpations, les saisies de matériel, le brouillage systématique des émissions « pirates » par T.d.f. — de plus en plus mal toléré par les techniciens de cette société issue de l'O.r.t.f. — n'avaient pas enrayé la soif de liberté des ondes. En visant le Parti socialiste, dont le siège fut pris d'assaut par la police et trois dirigeants inculpés, le régime a abouti au résultat inverse de l'effet dissuasif escompté.

L'éditorial de Claude Estier

Les désenchantés

Claude Mauriac, dont j'apprécie souvent les analyses (je me souviens, entre autres, du remarquable article qu'il consacra naguère au livre de François Mitterrand « l'Abeille et l'architecte »), s'interrogeait l'autre jour dans « le Monde » sur notre « désenchantement ». Le mot, en effet, est à la mode. Les Français, en cette rentrée 1979, sont, nous dit-on, désenchantés. Ils ne croient plus à rien. Ils n'ont plus confiance en leur président, et moins encore en son Premier ministre (les « cotes de popularité » de l'un et de l'autre sont, il est vrai, à leur niveau le plus bas). Mais ils n'aperçoivent pas non plus de perspectives du côté de l'opposition, d'une gauche qui semble se complaire dans ses querelles fratricides.

On a vite fait, en pareil cas, de mettre tout le monde dans le même sac. Les Français, nous dit-on encore, se détournent donc de tous les hommes politiques, quels qu'ils soient ; ils rejettent en bloc « la politique », d'où viendraient tous leurs maux. Au besoin, on les y aiderait, comme on le fit d'ailleurs en d'autres temps. Qu'on se souvienne des années trente ou de l'époque de Pétain ! La radio et la télévision sont là pour cela, qui consacrent plus de temps aux démêlés du gangster Mesrine avec un journaliste-flic qu'à la façon dont le gouvernement Barre s'attaque au pouvoir d'achat des salariés.

Enfermer chacun dans ses préoccupations personnelles, empêcher toute réaction collective au nom de la fatalité de la crise, encourager la résignation par l'affirmation sans cesse répétée qu'il n'y a pas d'autre politique possible, tel est bien le rôle du pouvoir en place, et il faut reconnaître que Raymond Barre le tient mieux qu'aucun autre. Mais est-ce bien celui d'intellectuels de gauche qui ont su, en d'autres temps, lancer les cris de révolte nécessaires de faire chorus en étalant sur leur palette toutes les couleurs de la désespérance ? Disant cela, je ne pense pas spécialement à Claude Mauriac, qui fait effort de lucidité, mais à tant d'autres, qui croient refaire le monde en s'appuyant sur de confortables banalités.

En dépit du spectacle affligeant donné aujourd'hui par la gauche du fait de l'acharnement que met depuis deux ans le Parti communiste à tenter de détruire le Parti socialiste, est-il juste d'ironiser sur l'obstination de François Mitterrand à vouloir reconstruire l'union, considérée non comme une fin en soi mais comme le seul moyen d'en finir avec le règne de la droite à la fois la plus cynique et la plus hypocrite qui ait gouverné la France depuis longtemps ?

N'est-il pas curieux que ces beaux esprits désenchantés ne trouvent rien à dire, par exemple, quand l'homme de l'Elysée, représentant authentique des nantis qui passent leurs vacances entre leur château et leur yacht, annonce la fin de la société de consommation à laquelle des millions d'hommes et de femmes, en France même, sans parler de tant d'autres pays encore moins favorisés, sont bien loin d'avoir accédé ?

Ont-ils à ce point perdu leur faculté d'indignation qu'ils élèvent à peine la voix pour dénoncer le long soutien de Giscard d'Estaing au sinistre Bokassa ou qu'ils demeurent silencieux lorsque l'envoyé du dictateur Pinochet vient à Paris rencontrer le ministre français des Affaires étrangères pour discuter d'un contrat d'achat de Mirage le jour même du sixième anniversaire du putsch de Santiago et de la mort de Salvador Allende ?

Même si c'est un phénomène courant, il n'est jamais très noble de déserter le combat dans les passes difficiles. Et il ne suffit pas de se donner bonne conscience en se réfugiant dans la défense des causes ponctuelles. Le rôle des intellectuels de gauche est-il aujourd'hui de donner à leurs concitoyens de nouvelles raisons de renoncer à la lutte ou, au contraire, de contribuer à les mobiliser en leur montrant les voies possibles du changement ?

Ces voies existent. Ce sont celles sur lesquelles se tient et se tiendra le Parti socialiste. Il dit, lui, et il a raison, que la France n'est pas condamnée pour l'éternité à Giscard et à Barre. Il dit, lui, et il a raison, qu'une autre politique est possible que celle qui, d'année en année, accroît les injustices et les inégalités entre Français. Il dit, lui, et il a raison, que pour que cette politique l'emporte il faut rassembler toutes les forces populaires.

Il se répète ? Oui, mais parce que là est la vérité et que c'est lorsque toutes celles et tous ceux qu'elle concerne en prendront ou en reprendront conscience que se dissipera enfin l'atonie actuelle.

Peut-être faut-il seulement parler encore plus fort, se donner donc les moyens de pouvoir le faire. C'est un aspect — et non le moindre — du combat dans lequel nous sommes engagés, en mesurant parfaitement l'immensité de la tâche, mais sans céder pour autant au désenchantement. ●

Un superbe pied de nez

Avant la rencontre européenne des radios libres, prévue à Longwy les 29 et 30 septembre, la Fédération nationale des radios libres compte poursuivre l'offensive en adressant un superbe pied de nez au gouvernement. Elle prévoit une journée d'action, probablement le 22 septembre, au cours de laquelle toutes les radios libres émettront au même moment. Une émission publique avec de nombreuses personnalités est également envisagée. Comme le disent les responsables de cette fédération, forts de la liberté qui règne en ce domaine dans d'autres pays de l'Europe des Neuf et en s'appuyant sur la Convention européenne des droits de l'homme : « Nous ne mendions pas un juste droit ; nous nous battons pour lui. »

L'initiative prise par le P.s. pourrait bientôt débloquer la situation. En déposant à la fin de septembre une proposition de loi, les socialistes entendent obtenir enfin un débat parlementaire sur l'audio-visuel. Au sein même de la majorité, des voix — souvent non démunies d'arrière-pensées — s'élèvent en faveur de la libération des ondes. Giscard d'Estaing pourra-t-il figer la situation jusqu'à l'élection présidentielle de 1981 ? Il est encore tôt pour l'affirmer, mais il fera tout pour y parvenir.

La proposition de loi du P.s. semblera peut-être timide à certains — notamment aux tenants des radios libres —, puisqu'elle ne rejette que le monopole politique du régime sur l'audio-visuel, et non le principe du monopole technique de diffusion. S'inspirant du rapport de François-Régis Bastide, cette proposition préconise un service public, pluraliste et décentralisé. « Rien à voir, précise Laurent Fabius, avec « Radio-Monsieur-le-Maire » ou avec une radio d'organisation. Notre proposition de loi prouvera à ceux qui en douteraient que nous ne souhaitons pas perpétuer à notre avantage les scandaleuses pratiques actuelles. »

Le raidissement du Pouvoir a tout de même quelque chose de très inquiétant. L'inculpation, le 27 avril 1979, de Serge Barcellini, secrétaire fédéral socialiste de la Moselle, en fournit une autre illustration, peut-être plus absurde encore. Elle fait suite à une plainte du sénateur et maire de Metz, Jean-Marie Rausch, mécontent de l'utilisation — y compris le jour du vote — par la fédération socialiste du système de répondeur automatique « Allô-P.s. » lors des dernières élections législatives. Le premier juge d'instruction saisi puis le procureur de la République avaient conclu, le 27 novembre dernier, que cette pratique ne contrevenait pas aux dispositions du code électoral. Furieux de ce non-lieu Rausch fit aussitôt appel. Curieusement, en contradiction avec le procureur de la République de Metz, le procureur général de la cour d'appel a pris, le 8 janvier, des réquisitions inverses, au mépris de l'indivisibilité du ministère public. Reprenant mot pour mot ces réquisitions et sans même en informer l'avocat du P.s., un arrêt de la chambre d'accusation considère qu'il y a eu infraction au code électoral, désigne un nouveau magistrat instructeur et précise même qu'il faut inculper le secrétaire fédéral du P.s. Qu'importe si le premier juge d'instruction choisi, le ministre de l'Intérieur et le Conseil constitutionnel ont été unanimes à considérer que rien n'interdit l'emploi du répondeur automatique, lequel suppose une démarche volontaire de celui qui en compose le numéro d'appel.

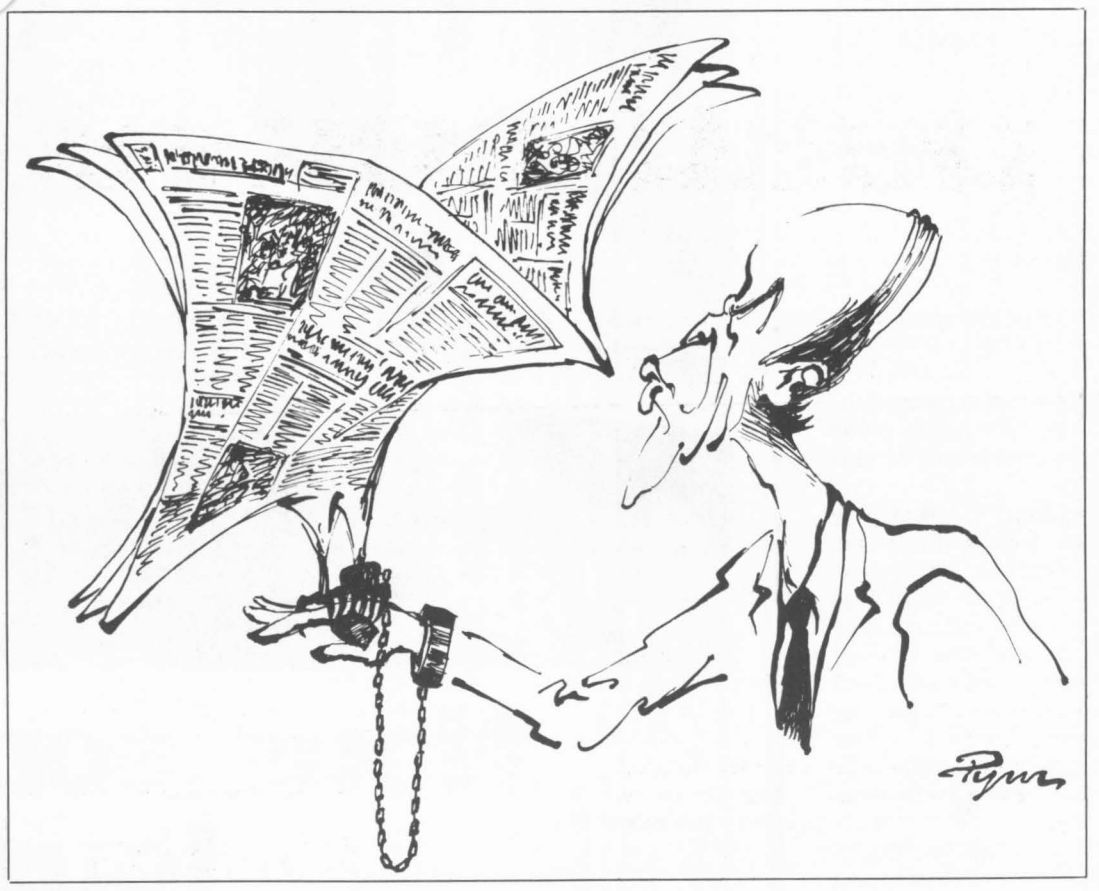
Ternir l'image du P.s.

Cette nouvelle mise en question de la liberté d'expression, qui vise une fois de plus le P.s., semble bien s'inscrire dans une offensive d'envergure contre le parti qui menace le plus les hommes au pouvoir. Même si une condamnation de François Mitterrand paraît hautement improbable, de telles poursuites judiciaires contre le P.s. ne visent-elles pas à ternir son image ? Alain Peyrefitte dissimule à peine que tel est bien son objectif. Les procédés les plus bas ne sont pas toujours les *moins efficaces*.

S'il fallait poursuivre comme ils le méritent les véritables violeurs de la loi, la Justice devrait tourner ses regards ailleurs. Les interventions télévisées du président de la République à l'issue de chaque grande campagne électorale sont d'une tout autre gravité pour le respect de la démocratie. Le détournement de la loi par les stations périphériques — toutes contrôlées directement ou indirectement par le gouvernement —, dont seuls les émetteurs sont à l'étranger, mais qui ont pignon sur rue dans la capitale et « arrosent » notre territoire, est suffisamment connu pour ne pas s'y étendre davantage. Tout comme R.m.c. continue impunément à braver le monopole de T.d.f. encore plus ostensiblement en ayant installé un émetteur sur un terrain militaire au sein même de l'Hexagone.

Et s'il faut trouver une dernière preuve de ce que la Justice a deux poids deux mesures pour apprécier les violations de la loi en matière d'information, le cas Hersant s'impose. A la tête d'un empire de presse qui ne comprend pas moins de quinze quotidiens sans compter les magazines, Robert Hersant viole ouvertement depuis de nombreuses années l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse. Jamais il n'aurait pu trouver les fonds nécessaires et devenir le premier magnat français de la presse sans de solides appuis politiques au plus haut niveau. Il aura fallu les plaintes des syndicats de journalistes (C.g.t., C.f.d.t., S.n.j., F.o.) et de l'Union fédérale des consommateurs pour qu'un juge d'instruction courageux, Emile Cabié, inculpe enfin Hersant et plusieurs des hommes de paille placés à la tête des titres qu'il contrôle. Mais de ces inculpations à un procès, et plus encore à une condamnation, il aura coulé bien de l'encre sur les rotatives du groupe Hersant. Et pourtant, un Français sur cinq lit un quotidien du Springer français.

Raymond Barre, que le ridicule n'atteint pas, vient cependant de déclarer qu'il voyait « un germe puissant d'anarchie » dans les radios locales. Sa passion pour la liberté ne semble décidément pas dépasser celle des prix. Chacun a la conception de la démocratie qu'il peut. ●



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gabrielle Rolin, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Eugène Simongiovanni (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

La réussite de M. Barre

La satisfaction du devoir accompli illumine la face de M. Barre. Il s'est en effet acquitté de la tâche que le président lui avait confiée il y a trois ans : restaurer les profits au détriment des salaires

PAR CHRISTIAN GOUX

MONSIEUR Barre est un ingrat. Quand on lui dit que sa politique depuis trois ans est un échec, il proteste du regard et de la voix, sûr de sa logique d'économiste et de ses réflexions sur l'avenir du monde. Mais, quand on lui dit qu'il a réussi, il se fâche pareillement, en affirmant que tout est encore à faire et que nous sommes à peine au début du chemin. Bref, que voulez-vous, M. Barre, le Premier ministre du président, a toujours raison.

D'où vient donc, en fait, cette satisfaction ? De celle du devoir accompli. Le gouvernement s'est acquitté de la tâche que lui avait confiée le président : restaurer les profits au détriment des salaires. Mais il n'est pas parvenu, malgré la désunion, à briser la résistance de la classe ouvrière et des salariés. Ce sera, espère-t-il, pour l'année prochaine. L'épreuve de force est en effet devant nous.

Aussi, en cette rentrée des classes, il faut encore une fois rappeler des évidences et ne pas se laisser bercer par le chant des sirènes de la résignation, du désenchantement, du découragement. Revenir à la source : l'antagonisme essentiel entre le capital et le travail, les profits et les salaires, le patronat et les travailleurs. Choses simples et vécues : ce qui est bon pour les uns est mauvais pour les autres, et vice versa. Visée simpliste ?

Pour la faire oublier, le capitalisme moderne essaie de masquer cette évidence par un double postulat : ce qui est bon pour les capitalistes serait bon pour les travailleurs. « Les profits d'aujourd'hui... on connaît le refrain. » Mais ce qui est bon pour les seuls travailleurs, nous dit-on également, ne peut être fait sans perturber gravement l'économie. Que voulez-vous, mon bon monsieur, le social nous coûte cher !

Voilà toute la philosophie économique de ces dernières années. A quoi bon tout changer, puisque, dans le calme et dans la croissance, on peut satisfaire les travailleurs ? Mais fini la croissance ! Et là les masques tombent. Le capitalisme, incapable de tenir son pari réformiste, se découvre : conditions de vie et de travail plus dures, structures sociales éclatées, exploitation accrue des pays du tiers monde.

Cela s'appelle — par un abus de langage et pour faire bien — la croissance « sobre ». Tout cela au nom d'une nouvelle fable idéologique : le passage du quantitatif au qualitatif. Comme si l'un allait sans l'autre. Comme si une vie véritable ne supposait pas un salaire décent. Car la croissance « sobre » du président, nous la connaissons bien depuis son élection. Une analyse financière et économique peu suspecte de partialité a calculé, pour les 85 premières valeurs industrielles, commerciales et financières cotées à la Bourse de Paris, la progression des bénéfices nets : 10% en 1977 ; 13% en 1978 ; 19% prévus pour 1979. Quant aux pétroliers, ceux d'Elf par exemple passeront de 4,5 milliards à 6 milliards de francs en 1979.

Bien sûr, la production ne progresse pas, et la raison en est simple : la croissance des profits résulte d'une augmentation de la productivité, qui n'est possible que dans les grandes entreprises solides au détriment des petites et des moyennes, qui sont contraintes à la fermeture.

Augmentation de la production des grandes firmes + fermeture des petites entreprises. Voilà l'équation du chômage. Quant à la réduction du temps de travail, elle est purement et simplement refusée pour remise en question du taux de profit.

L'examen de l'économie française en ce mois de septembre est, à cet égard, limpide. Regardons les chiffres : la production industrielle — Bâtiment et Travaux publics inclus — stagne à l'indice 116 depuis trente mois ; le chômage croît : 1 410 000 personnes à la fin de juillet contre 1 220 000 l'an dernier à la même époque ; les prix ont augmenté de 10,4% depuis un an, et il est probable qu'en 1979 et 1980 nous resterons au-dessus de la barre de 10% ; le commerce extérieur, enfin, est déficitaire depuis trois mois, alors que les effets de la hausse du prix du pétrole ne se sont pas encore vraiment fait sentir.

La situation de nos partenaires n'est pas plus brillante. La récession américaine s'annonce forte et durable. Baisse du dollar, productivité nulle, croissance zéro pour les deux années à venir. Quant aux économies japonaise et allemande, elles donnent l'illusion d'une réussite sociale, réalisée par un marché de dupes qui ne tardera pas à éclater.

Cette analyse économique justifie pleinement la stratégie politique du Parti socialiste. Malgré les attaques, les injustices et les mensonges dont fait preuve à notre égard le Parti communiste, nous restons fermement attachés à l'union. Ce n'est ni du masochisme ni de l'entêtement, c'est tout simplement une nécessité absolue. Tous ceux qui font confiance au P.s., au P.c., à la gauche tout entière sont du même côté de la barrière, avec d'ailleurs beaucoup d'autres qui votent à droite contre leurs propres intérêts. Ce grand mouvement sera seul capable de contraindre le P.c. à abandonner la stratégie du soupçon, de l'attaque et de la délation, qui est une stratégie suicidaire.

La gauche de salut public, le rassemblement du « peuple de gauche » (1), c'est cela. Et pour faire quelle économie ? dira-t-on. Une économie où, par la planification et la nationalisation, les richesses produites par les travailleurs leur reviennent. La voilà bien, la nouvelle économie politique tant espérée.

L'époque qui vient va montrer, ô paradoxe, que la crédibilité des forces politiques ne sera plus attachée à leur seule capacité de raisonner en économistes, mais à leur volonté de changer un monde chaque jour plus injuste, plus implacable et de plus en plus inhumain. ●

(1) Selon l'expression forgée par Guy Perrimond dans son livre paru aux Editions Ramsay.



Sygma

"L'Unité" fait peau neuve

APRES la suspension habituelle de l'été, « l'Unité » reparaît aujourd'hui en faisant peau neuve. Le nouveau format, la présentation différente doivent contribuer, dans notre esprit, à faire de « l'Unité » moins un magazine et davantage un journal à destination des militants et des sympathisants du P.s. Un journal de réflexion, de commentaires, d'analyses, de grandes enquêtes. Un journal qui soit l'expression de tout le parti, dans sa diversité, et qui, conjointement avec la lettre quotidienne, qui passera à quatre pages à partir du 24 septembre, doit préparer concrètement la mise en œuvre du grand projet de quotidien du parti, qui reste plus que jamais à l'ordre du jour.

Mais soyons clairs : ce projet ne verra le jour que si les socialistes le veulent et s'engagent à fond pour sa réussite.

Dans l'immédiat, et pour ce qui nous concerne, nous les invitons à un grand effort de relance pour « l'Unité ». Il faut que, dans les semaines qui viennent, nous recevions plusieurs milliers d'abonnements nouveaux (nous maintenons provisoirement le tarif actuel de l'abonnement, alors même que nous sommes contraints d'augmenter le prix de vente au numéro, inchangé depuis deux ans). Il faut, parallèlement, que la vente militante — plus facile, nous semble-t-il, avec la nouvelle présentation du journal — remonte rapidement au niveau qu'elle avait atteint il y a deux ans.

La capacité de diffusion de notre presse est aussi un test, et non le moindre, de sa force militante, de son audience dans le pays. C'est pourquoi nous demandons à chacun de nos abonnés et de nos lecteurs de se considérer comme un propagandiste du journal. C'est grâce à vous que « l'Unité » a vécu depuis près de huit ans. Une fois de plus, nous comptons sur vous.

LE BULLETIN D'ABONNEMENT EST EN PAGE 8

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Un budget de droite

Tout est fait pour gérer la crise au mieux des intérêts de quelques entreprises

PAR GUY PERRIMOND

ET si l'on parlait des « bons économistes » et des « gestionnaires compétents » ! L'étude du projet de budget remis aux députés réserve à cet égard quelques surprises. Plus question d'équilibre budgétaire ! Terminée, la fiction d'une droite économique, soucieuse de gérer comme un père de famille le patrimoine de la nation ou comme une ménagère son porte-monnaie ! Car les déficits budgétaires cumulés depuis 1974 représentant près de 150 milliards de francs, il devenait difficile au professeur Barre de parler d'équilibre : personne ne l'aurait cru.

Maurice Papon, ministre du Budget, qui estimait récemment que le déficit budgétaire pour 1979 serait de l'ordre de 35 milliards, ne pouvait pas faire moins que d'annoncer, pour l'année prochaine, un déficit de 31 milliards...

Mais, comme il ne saurait être question pour les responsables gouvernementaux d'accepter un « scénario de relance », une politique volontariste relançant la consommation et la production, le ministre du Budget en exercice nous a doctement déclaré que son budget était celui « du juste milieu ». Cela signifie très simplement que son budget est fatalement déséquilibré, mais que le gouvernement a mis un point d'honneur a ne rien entreprendre pour le déséquilibrer davantage. Ce qui mérite quelques explications.

Les contribuables paieront

Un budget, c'est d'abord des recettes. Or, aucune mesure fiscale importante, permettant dans un même temps d'accroître les recettes et de réduire les inégalités, n'a été prévue. Non seulement les entreprises — et certaines ont vu cette année leurs profits augmenter dans des proportions considérables — échappent à tout effort fiscal nouveau, mais il en sera de même pour les grandes fortunes. Certes, le gouvernement a annoncé quelques mesures sur l'héritage, mais il semble bien que celles-ci soient dérisoires.

Pour le reste, l'augmentation des ressources n'atteignant même pas le taux d'inflation, il est évident que la masse d'argent disponible ne permettait pas n'importe quoi. Pourtant, et il faut le noter, cette masse augmente. Or, comme il n'est pas question de demander plus aux entreprises, comme la production et la consommation stagnent — ce qui induit une stagnation de la T.v.a. —, il faut bien que des ressources nouvelles soient trouvées quelque part. La réponse de Raymond Barre est classique : les contribuables paieront un peu plus d'impôts — le barème a été révisé à la hausse — et les consommateurs paieront un peu plus cher le tabac, l'alcool et la vignette automobile.

En un mot, Raymond Barre va faire passer les ressources de l'Etat de 460 milliards de francs à 495 milliards, en faisant payer ceux qui ont le plus de mal à vivre. Côté ressources, ce budget est donc totalement à l'image du gouvernement actuel : il protège les riches et fait porter l'effort sur les salaires.

Côté dépenses, pas de miracle. La croissance prévue devant être presque totalement absorbée par l'inflation. C'est dire que l'effort d'investissement, de relance, la volonté de limiter le chômage sont totalement absents. Mieux, les subventions de l'Etat aux entreprises publiques seront réduites. Ce qui signifie que ces dernières investiront un peu moins ou devront augmenter leurs tarifs. Ce qui semble être le dernier des soucis du gouvernement. Il suffit à ce sujet de mesurer le freinage imposé par le budget à la création d'emplois. Pour ce qui concerne l'Etat, en 1978, 37 000 emplois furent créés ; en 1979, il n'y en a eu que 22 000. En 1980, 14 000 seulement sont prévus. C'est dire l'importance de l'effort fait par le Pouvoir...

Pour compenser, il a été prévu d'augmenter les dépenses d'intervention, c'est-à-dire celles qui sont causées essentiellement par le chômage. En matière de dépenses, il faut tout de même noter les retombées des déficits antérieurs. Comme depuis 1974 on accumule les dettes — les déficits étant couverts par des emprunts ou l'émission de bons du Trésor —, il faut songer à les rembourser. En 1980, les intérêts de la dette publique atteindront 27 milliards ! Ce qui a fait écrire à un spécialiste : « On peut se demander si nous ne sommes pas engagés dans un cercle vicieux, où le déficit appelle désormais le déficit. »

Difficile, après cela, de croire que le gouvernement tente de faire face à la crise. Tout est fait pour la gérer au mieux des intérêts de quelques entreprises. Et si, ici ou là, le gouvernement injecte dans le circuit d'une économie moribonde quelques milliards, c'est plus pour éviter des catastrophes régionales que pour, vraiment, restructurer notre tissu industriel. Car le gouvernement conserve la possibilité d'intervenir dans quelques secteurs ou quelques régions. C'est qu'il lui faut songer aux futures échéances électorales, penser à son image de marque. Il tentera donc d'éviter les fermetures d'usines les plus dangereuses — électoralement — ou de lancer des opérations ponctuelles évitant l'asphyxie d'une région. A condition que celle-ci ne soit pas considérée comme perdue...

On le voit, il est difficile, après cela, de penser que Raymond Barre est un économiste conséquent. Ce n'est qu'un homme politique de droite, appliquant — quel qu'en soit le coût social et économique — une politique de droite. C'est ce que montre son projet de budget. ●





Prix : l'homme vit aussi de pain !

Loyer, charges, gaz, électricité et carte orange payés, il reste 11 F par jour et par personne pour le reste dans une famille de Smicards...

PAR CHRISTINE COTTIN

JAMAIS rentrée de septembre n'a autant signifié débâcle pour les porte-monnaie des travailleurs. Libérés, les prix galopent à bride abattue : 1,3 % de hausse pour le mois de juillet. Ce qui porte à près de 14 % le rythme annuel d'augmentation depuis trois mois.

Quelques envolées très remarquées : celle du pain. La baguette a augmenté en moyenne de 22 %, avec une pointe à 36,5 % pour la région parisienne et en Aquitaine. Commentaire de Raymond Barre : « On a fait une exploitation éhontée d'un élément devenu mineur dans le budget des ménages. »

De plein fouet

En tête du peloton, également, l'augmentation des loyers. Depuis juillet, la hausse moyenne tourne entre 20 et 25 %. Certains propriétaires n'ont pas reculé devant des augmentations de 80, voire de 90 %. Les charges locatives ne sont pas de reste : la Confédération syndicale du cadre de vie (C.s.c.v.), après une étude faite dans treize grandes villes, situe leur augmentation entre 47 et 83 % en trois ans.

La hausse du fuel (+ 33,7 %) et de l'électricité (+ 7,5 %) se répercute directement sur le coût du chauffage. Les familles devront compter 30 % de plus cet hiver pour se chauffer.

Les transports, eux aussi, suivent le mouvement : + 13 % pour la S.n.c.f., + 11,1 % pour les automobiles et, surtout, + 22 % pour la R.a.t.p., une augmentation qui frappe de plein fouet les moins favorisés.

La rentrée scolaire ne va rien arranger. D'après la C.s.c.v., il en coûtera 34,5 % de plus que l'an dernier pour équiper un écolier rentrant en primaire et 19,3 % en secondaire.

Enfin, avec une augmentation de 9 % sur les cigarettes et jusqu'à 10 % sur les alcools, voilà les pauvres bien assurés qu'ils ne glisseront pas sur la pente savonneuse du vice des riches. « De toute façon, résume une salariée parisienne, une seule chose a baissé : notre salaire net. » L'augmentation des cotisations versées à la Sécurité sociale (1 % de retenue supplémentaire pour un salaire de 3 500 F) vient encore compliquer les problèmes de fin de mois.

La facture est lourde. Pour un salaire brut de 3 500 F, un père de famille de deux enfants, logé en H.l.m., voit son pouvoir d'achat amputé de 5,8 %, compte non tenu des frais de rentrée scolaire, des hausses de transports, des cantines, des impôts locaux, etc.

Chez les smicards, la situation vire au dramatique. Preuves à l'appui, la C.s.c.v. a fait le calcul. Dans la famille d'un manœuvre payé au Smic, père de deux enfants et dont la femme ne travaille pas, il entre 2 364 F (salaire net et prestations familiales). Une fois le loyer, les charges, le gaz, l'électricité et la carte orange payés, il ne reste plus que 1 294 F. Soit moins de 11 F par jour et par personne pour la nourriture, les vêtements, les assurances, l'entretien, les loisirs. Plus qu'une gageure... ●

La Villette à Nemours

Paris a eu La Villette, Nemours plus modestement a son "Meccano"

PAR EMMANUELE PLAS

NEMOURS (12 000 habitants), charmante petite ville de Seine-et-Marne, a, elle aussi, son « La Villette ». Sous la forme du Centre régional informatique des impôts de la région parisienne : un scandale immobilier qui porte sur plusieurs milliards de centimes.

L'affaire a commencé en octobre 1972, lorsque Etienne Dailly, alors président du conseil général de Seine-et-Marne et vice-président du Sénat, obtint que la Direction générale des impôts, qui désirait construire un centre d'informatique pour la région parisienne à Evry (Essonne), l'implante à Nemours dont il était alors le premier magistrat. Un cadeau « politique », qui va vite se révéler empoisonné.

A première vue, l'affaire n'était pas mauvaise : la ville donnait le terrain, empruntait l'argent nécessaire à la construction du bâtiment dont elle devenait propriétaire et le louait à la D.g.i. D'autant que le loyer aurait été calculé sur le coût final de la construction et le remboursement du capital était différé de trois ans.

Et surtout cela aurait fait 250 à 350 emplois nouveaux, dont au moins 70 à 80 recrutements locaux.

L'opération était évaluée à 8 millions. Dailly aurait préféré une construction traditionnelle, mais la D.g.i. imposa un architecte, François Deslaugiers, dont le projet de construction — prototype dans l'esprit du ministère — était en grande partie couvert par des brevets lui appartenant. Et cela *malgré un avis défavorable du Bureau* d'études et de recherches techniques du ministère des Finances. Les travaux ne commencèrent qu'en 1975 — date où ils auraient dû être terminés — et devaient durer 16 à 18 mois. A cette date, le coût était estimé à 15 millions, soit plus du double de ce qui avait été prévu. Qu'à cela ne tienne : la ville emprunta en conséquence auprès des banques, puisque les trois emprunts qu'elle obtint totalisaient 19 millions. « Si ça c'était bien passé, il n'y aurait eu aucun problème de trésorerie pour la ville », fait remarquer Jean Grattier (P.s.), maire de Nemours depuis 1977, ayant battu la liste majoritaire conduite par Etienne Dailly.

L'argent était croqué

Mais voilà, « ça » s'est très mal passé, le chantier n'avançait pas, les deux premières entreprises firent faillite. Ensuite, il semble bien que les travaux furent conduits en dépit du bon sens, d'autant plus que les pièces seulement ajustées sur place étaient fabriquées par différentes usines. On a par exemple posé des moquettes et réalisé l'installation électrique, alors que le bâtiment était seulement recouvert d'une bâche et prenait l'eau de toute part. Les Nemouriens se souviennent que le chantier fut même interrompu pour permettre à l'architecte de modifier son projet. Il y eut d'autres faillites.

Lorsque la liste d'Union de la gauche s'installa à la mairie, le « Meccano », comme on l'appelle ici, était à l'état d'ossature et l'argent pratiquement croqué, Comme ce chantier traînait, l'ancien maire avait utilisé les fonds pour de nouveaux investissements. De ce fait, en dehors même de l'affaire du C.r.i., l'héritage Dailly était lourd pour la nouvelle équipe. En 1978, elle fut contrainte d'augmenter les impôts locaux de 48% et ne put qu'attendre pour appliquer son programme : « Nous nous sommes privés ; c'est seulement à partir de l'an prochain, dit Jean Grattier, que nous pourrons investir un peu. »

Pour le « Meccano », le conseil municipal demanda à la D.g.i. de changer d'architecte. La D.g.i. refusa. Le Bureau d'études et de recherches techniques du ministère proposa de prendre la direction des travaux : nouveau refus de la D.g.i. La mairie demanda une expertise comptable : encore un refus. Décidément, la D.g.i. tenait à son architecte. A tel point même qu'elle accepta le choix par Deslaugiers d'un bureau d'études pour coordonner les travaux — malgré l'opposition du sous-préfet de Melun —, dont la gérante n'est autre que la femme de Deslaugiers. Coût : 1 130 000 F. Le conseil municipal décida en 1978 de se débarrasser du chantier. Après négociations avec la D.g.i., pas très fière tout de même, cette dernière racheta le bâtiment en l'état pour 20 millions à la ville. Les actes furent signés le 28 décembre 1978. « Opération blanche pour Nemours », conclut Jean Grattier.

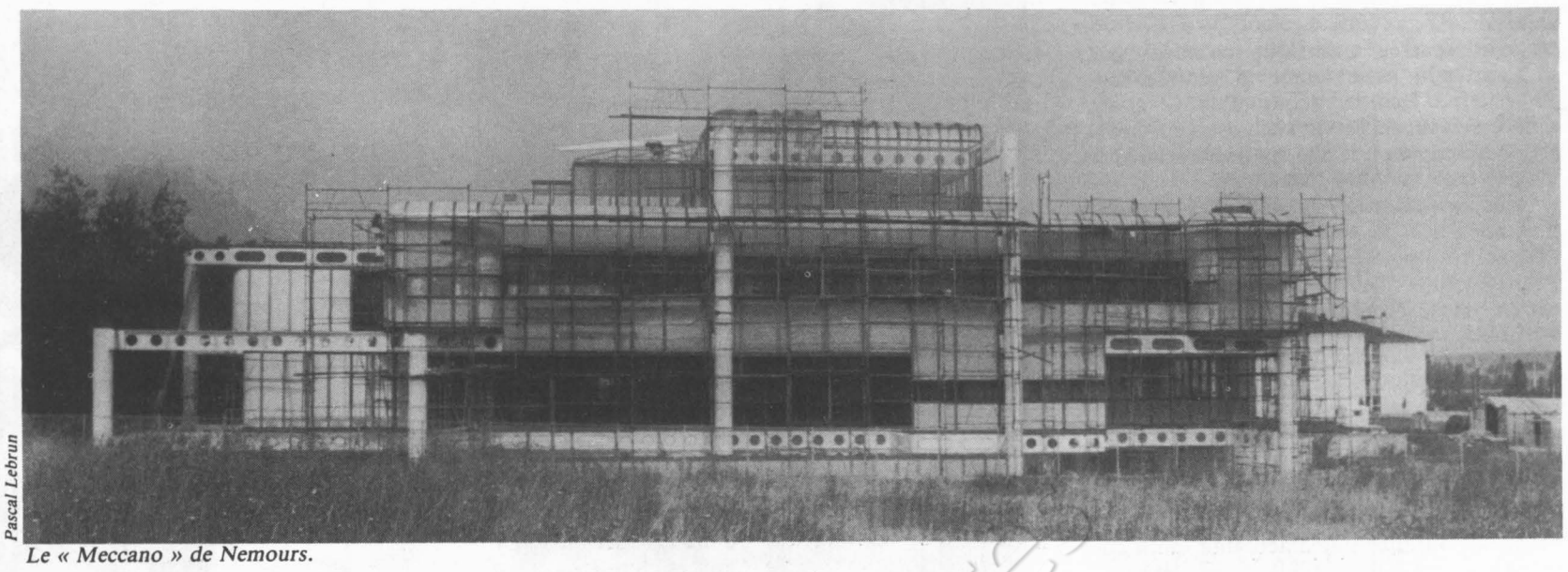
On estime actuellement le coût final du futur centre régional à plus de 40 millions. La ville a pu rembourser ses emprunts. La D.g.i., qui n'a pas de budget prévu pour terminer l'opération, fait effectuer les travaux en régie. Ce qui augmente encore leur coût. Mais il semblerait que le bâtiment sera enfin terminé dans deux mois.

On pouvait espérer que ce centre régional, dont les 4 500 m2 valent de l'or, offrira aux employés qui y seront installés des conditions de travail idéales. Or, il semble, d'après le Syndicat national des agents de la Direction des impôts, qu'il n'en est rien : en l'état actuel des plans, il n'existerait aucune salle de détente pour les dactylocodeuses, pas de W.-c. au deuxième étage du bâtiment, et à la cafétaria située dans la coupole en plastique la température serait de l'ordre de 50° en été. Encore quelques millions et quelques mois de travaux, et ça aussi pourrait s'arranger !

Quoi qu'il en soit, la question reste sans réponse : pourquoi la D.g.i. a-t-elle soutenu avec tant d'acharnement ce projet et son architecte ? Comment le ministère du Budget, qui prône partout les économies, a-t-il gaspillé avec une telle constance l'argent des contribuables ?

A la D.g.i. on refuse de répondre à ces questions. On déclare seulement avoir l'intention de faire un procès à l'architecte, qui lui non plus ne veut rien déclarer. Et, puisque le scandale est maintenant public, la D.g.i. aimerait bien faire porter le chapeau à la ville de Nemours, en tant que maître d'ouvrage. A cela Jean Grattier répond : « Tous les marchés, tous les avenants et toutes les opérations ont été menés par la ville de Nemours pour le compte de la D.g.i. et par conséquent avec son accord préalable. Il lui en incombe naturellement les financements. »

Voilà, en tout cas, un bon sujet pour le prochain rapport de la Cour des comptes. ●



Pascal Lebrun

Le « Meccano » de Nemours.

Un Forum en or massif

Mardi 4 septembre 1979, Jacques Chirac a inauguré le Forum des Halles. Au-delà de cet événement mondain et du battage organisé autour de cette première réalisation, où est-on, en vérité, dans l'affaire des Halles ?

LE Forum ne représente qu'une partie de l'opération. Mais engloutit à lui seul la moitié du coût total de l'opération des Halles.

Le Forum se dit être une opération strictement privée, qui ne coûte rien aux contribuables parisiens. Rien n'est plus faux. Sur les 600 millions de francs du Forum commercial, une partie seulement a été prise en charge par les investisseurs privés ; le reste a été mis inlassablement au compte de l'Etat ou de la Ville. En outre, il faut prendre en considération tous les travaux qui bénéficient au Forum commercial et pour lesquels les investisseurs privés n'ont pas déboursé un centime : le parc de stationnement, la voirie, les aménagements de surface, le métro et l'interconnexion des différentes lignes de transports. Enfin, le Forum faisant partie de l'opération des Halles, il ne faut pas oublier que le contribuable parisien a déjà payé pour sa part 163,7 MF sur 330 MF pour combler le déficit connu... et ce n'est pas fini.

On pourra estimer à 500 MF, en fin d'opération, le montant de la ponction faite de manière directe ou détournée dans les poches des contribuables parisiens.

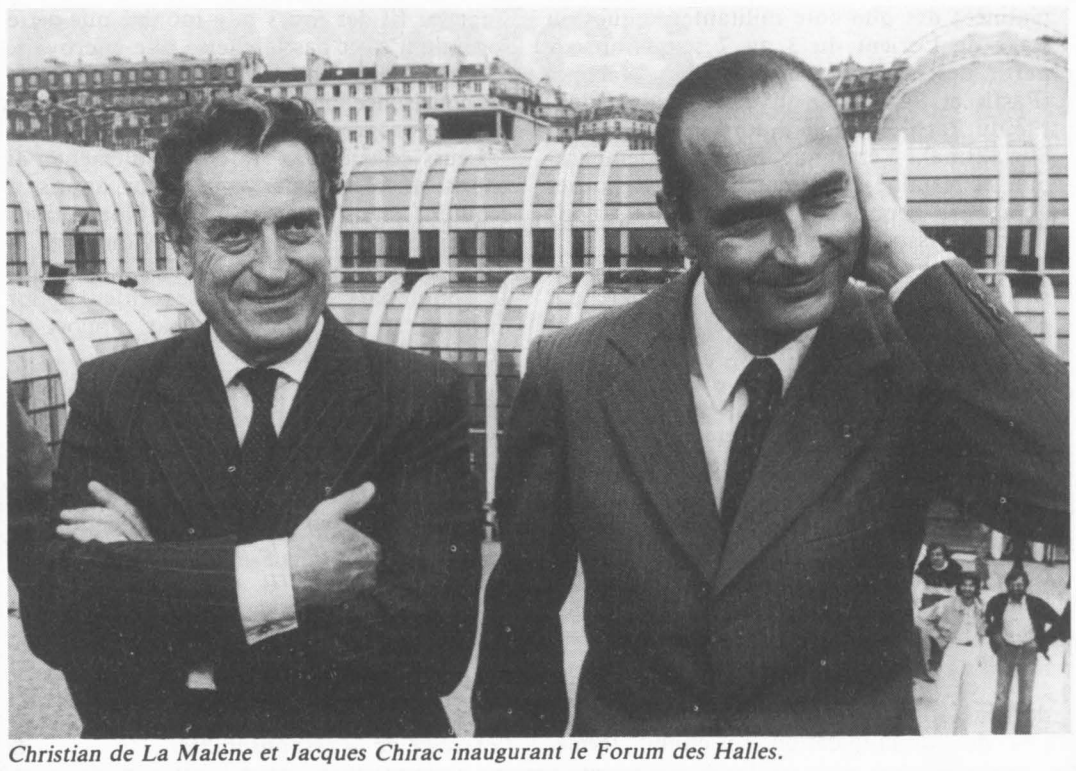
Quand chaque travailleur saura que 1 % d'augmentation des impôts locaux à Paris représente moins de 30 MF, chacun comprendra quel est le véritable poids de l'opération des Halles sur le budget des familles.

Le Forum est un centre commercial de luxe, évidemment inabordable pour les bourses modestes.

Certes, chaque Parisienne, chaque Parisien, pourra toujours se promener dans les nouvelles « rues » souterraines, mais ce qui est exposé dans les vitrines n'est pas pour elle, n'est pas pour lui. Cet éclaboussement de luxe s'adresse aux nantis.

En pleine crise économique, au moment où Paris compte 40 185 chômeurs secourus (1) et que le préfet reconnaît officiellement 75 071 (1) « demandes d'emploi non satisfaites », ce gaspillage d'argent public au service des privilégiés est une offense aux Parisiens et aux Parisiennes, durement touchés dans leur travail et dans leurs conditions de vie.

Les dernières statistiques font état d'une accélération de la dépopulation de Paris. La capitale compte actuellement 40 000 Parisiens de moins que lors du recensement de 1975.



Christian de La Malène et Jacques Chirac inaugurant le Forum des Halles.

Or, c'est la population laborieuse qui est obligée de quitter la ville pour la banlieue et la grande banlieue. Comment, dès lors, ne pas inscrire le Forum commercial des Halles dans la droite ligne d'une politique de ségrégation sociale ? La ville de Paris, avec le Forum, sera un peu plus encore réservée à une population choisie par le Pouvoir de droite.

Comment ne pas penser aussi que ce Forum sera, pour le quartier qui l'environne, un facteur d'accélération de la spéculation foncière et des baux ? Déjà, les Halles et ses commerçants sont partis ; à présent, ce sera le tour de toutes les autres activités qui ne pourront tenir face à la concurrence et face à l'augmentation des baux commerciaux. Enfin, comment admettre que les riverains deviennent étrangers dans leur propre quartier ? En effet, l'énorme parc de stationnement réalisé est strictement réservé aux usagers du Forum et est interdit aux riverains.

L'inauguration du Forum masque l'essentiel, le vide actuel dans la conception des Halles.

Le « trou » existe toujours, et les équipements publics prévus ont été diminués en surface, unilatéralement, par le maire de Paris, en juillet dernier. Ils passent de 22 000 m² à 14 000 m². Ils ne sont toujours pas réalisés.

L'usine de climatisation se dresse toujours, haut, dans le ciel de Paris, et aucun projet architectural n'est encore prévu par Jacques Chirac, qui se veut être l'architecte en chef de l'opération.

Où en est-on dans la conception du parc et des jardins ? Comment seront traités les bâtiments sur la rue Lescot ?

Pourquoi s'obstiner à construire un hôtel international et ne pas privilégier la perspective de la fontaine des Innocents à Saint-Eustache ?

Enfin, que devient l'idée d'un grand cheminement piétonnier unique en Europe ?

Autant de questions que l'inauguration du Forum ne peut faire oublier. Mais si l'on se réfère à l'empressement avec lequel le maire de Paris s'est attaché à réaliser ce centre mercantile, on constate que trop d'indices montrent que la rentabilité des capitaux privés sera encore privilégiée au détriment de l'intérêt général.

DANIEL BENASSAYA
conseiller de Paris

() Au 30 juin 1979.

Initiatives au P.s.

PAR ANTOINE VIOLET

La rentrée politique n'aura pas attendu cette année la rentrée scolaire. Dès le début d'août, ayant achevé ses vacances en Yougoslavie, Georges Marchais a multiplié les déclarations, le P.s. restant sa cible favorite.

Dans la majorité, de nouvelles tensions sont apparues. Le troisième anniversaire de l'arrivée de Raymond Barre à l'Hôtel Matignon a donné lieu à des bilans critiques extrêmement sévères dans certains journaux qui soutiennent habituellement le gouvernement (la presse Hersant, en particulier) et dans la bouche de plusieurs dirigeants du R.p.r., notamment Michel Debré et Jacques Chirac lui-même.

Le Parti socialiste, de son côté, n'est pas resté inactif et, dès la mi-août, il a pris un certain nombre d'initiatives dont les suites occupent aujourd'hui l'actualité politique et même judiciaire si l'on se réfère à l'affaire de Radio-Riposte que Jean-Loup Reverier évoque longuement par ailleurs (page 1).

Des initiatives d'abord pour relancer l'Union de la gauche. La conférence de presse de François Mitterrand, le 21 août à Anglet, a eu aussitôt un très grand retentissement. Soulignant la nécessité de répondre à la volonté unitaire exprimée inlassablement par le « peuple de gauche », le premier secrétaire a proposé aux partis de gauche, aux organisations syndicales, à diverses associations des rencontres bilatérales permettant d'échanger des opinions, de renouer le dialogue, de préparer si possible des actions communes.

Le fait politique important est que toutes les organisations destinataires de cette invitation ont répondu de façon positive. Un calendrier a été établi, et c'est ainsi que la direction du P.s. a rencontré mardi celle de la F.e.n., mercredi celle de Force ouvrière. Le 18, ce sera la C.g.c., le 20 le P.c.f., le 24 la C.f.d.t. et le 3 octobre le M.r.g. La C.g.t. a été la dernière à répondre, après avoir posé des questions sur les positions du P.s. à l'égard de ses objectifs revendicatifs. Mais la rencontre aura lieu également.

En l'espace de trois semaines, le Parti socialiste aura pu ainsi confronter ses points de vue sur la situation politique économique et sociale avec les organisations les plus représentatives des travailleurs et des forces populaires. Même si cela ne signifie pas encore la levée des obstacles accumulés sur la voie de l'union — que le Parti communiste, pour sa part, continue de toute évidence à freiner de toutes ses forces —, il est remarquable qu'aucune des organisations invitées n'ait pris le risque de refuser. C'est donc un pas en avant non négligeable qui justifie pleinement la démarche entreprise par François Mitterrand et qui ruine du même coup les accusations aberrantes de convergences du P.s. avec le Pouvoir.

C'est avec la même volonté de contribuer à relancer la dynamique unitaire que s'est poursuivie depuis trois semaines la discussion du projet socialiste que le comité directeur doit examiner les 29 et 30 septembre.

Sur la base d'informations partielles, plusieurs journaux ont donné des comptes rendus très déformés des réunions tenues le 22 août et les 3 et 4 septembre par la commission du projet, composée de représentants de tous les courants. On a écrit, par exemple, que le texte préparé par Jean-Pierre Chevènement, en sa qualité de secrétaire national aux Etudes, n'était que le reflet des idées du Ceres, qu'il était donc combattu non seulement par les représentants des minorités mais aussi par les « mitterrandistes », que François Mitterrand lui-même serait donc conduit à des arbitrages. La réalité de la discussion est toute différente. L'ensemble des membres de la commission a accepté de prendre le texte Chevènement comme base de discussion. De nombreux amendements ont été déposés tant par des membres de la majorité que par des représentants du courant Mauroy. Jean-Pierre Chevènement a intégré la plupart de ces amendements dans son texte original, qui se trouve donc d'ores et déjà modifié sur plusieurs points des deux premières parties : « Comprendre » et « Vouloir » (la troisième partie, « Agir » », n'a pas encore été examinée par la commission).

Au cours de la réunion de mardi, présidée cette fois par François Mitterrand, rentré le matin même des Antilles, le point a été fait sur les modifications ainsi apportées tandis que les représentants du courant Rocard ont présenté une série de textes constituant des contre-propositions, notamment de Gilles Martinet sur l'U.r.s.s. et la crise des sociétés bureaucratiques, et de Patrick Viveret sur l'analyse du giscardisme. On sait que ce sont là deux des sujets sur lesquels le débat est le plus ouvert, les autres étant le mode de croissance, le problème de l'énergie, l'Europe, la défense, etc.

La façon dont se poursuit le débat et dont il se poursuivra à partir d'octobre dans les sections montre une fois de plus que le Parti socialiste est le seul grand parti démocratique français. Cela n'est pas sans comporter de graves inconvénients, surtout lorsque les grands moyens d'information déforment à plaisir le contenu de la discussion. Mais cette capacité d'entendre toutes les opinions, de délibérer cartes sur table est une nouvelle démonstration de la force et de la vitalité du P.s.

Une vitalité que, n'en déplaise à quelques esprits chagrins, les électeurs ne contestent pas. On vient d'en avoir une preuve avec l'élection cantonale de Vauvert, dans le Gard, en pleine région viticole, où l'on disait le P.s. en déclin face au Parti communiste. Or, précisément, contrairement à ce qui s'était passé en mars 1978 et encore aux européennes de juin dernier, le candidat socialiste Albert Richard a devancé celui du P.c.f. et a été élu sans problème au second tour. Des faits comme celui-là sont plus éloquents que bien des commentaire désabusés qui occupent les diners en ville. ●

Pascal Lebrun



Réunion mardi dernier au siège du P.s. pour faire le point sur le « Projet ».

"J'ai senti la vie du Parti"

UN stage de formation du Parti socialiste « réservé prioritairement aux militantes », c'est fait pour quoi ?

— Pour aider les femmes à mieux comprendre le projet politique auquel elles ont adhéré ;

— Pour développer leur capacité d'expression et d'intervention au sein d'un parti dont les structures ne facilitent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, leur intégration.

Yvette Roudy l'a bien compris qui, depuis deux ans, en avait fait l'une des priorités du secrétariat national aux Luttes des femmes.

Le projet politique a donc occupé les matinées des quarante militantes venues au stage de Lorient du 3 au 7 septembre. A partir des interventions de Gilles Martinet (Partis et Syndicats), Yvette Roudy (Identité du Parti), Colette Audry (Féminisme et Socialisme), Véronique Neiertz (Démographie et Natalité), Laurent Fabius (Réponses à la crise économique) et Annette Chepy (Parti et Associations).

En revanche, l'après-midi, c'était aux stagiaires de prendre la parole et, par petit écran interposé, d'apprécier contenu et résultat de leur intervention.

La stagiaire type d'un stage situé à Lorient durant la première semaine de septembre venait des départements bretons, avait entre trente et quarante ans, travaillait à la maison et/ou comme enseignante, et n'avait adhéré au Parti socialiste que depuis 1977. Mais des trente-neuf fédérations représentées, il était venu aussi plusieurs responsables fédérales ou municipales, militant dans un syndicat ou une association.

De ce brassage de niveaux, d'horizons, de générations, de cette expérience privilégiée de communication en circuit fermé, que retirent les stagiaires au cours de l'évaluation finale du stage ?

Une bonne « impression d'ensemble », une envie d'approfondir, de continuer à se former sur les mêmes questions ou sur d'autres, un sentiment d'appartenance à un groupe, à un projet, un désir de poursuivre le dialogue, de développer les contacts, la conscience fulgurante de l'indissociabilité du féminisme et du socialisme : « Je vivais mal cette relation. Grâce à Colette, ça va mieux. » Car Colette Audry, avec sa discrétion habituelle, a fait l'unanimité, même de celles qui, comme cette camarade de l'Ariège, avouent : « Si j'avais compris que ce stage était en priorité ouvert aux femmes, je ne me serais pas inscrite. Mais le stage au fil des jours m'a montré que cette formule n'était pas le ghetto que je croyais. J'en ai tiré un encouragement. Le niveau de conscience politique, d'engagement des femmes progresse au P.s. »

Leurs conclusions : « Non seulement j'ai appris à m'exprimer, mais j'ai appris à écouter... sans cataloguer. » « Nous étions féministes. Et nous ne le savions pas. » « J'ai senti la vie du Parti. Son ambiance. Je comprends quels sont ses enjeux pour l'avenir. Je me situe enfin par rapport au projet socialiste. »

Puisse le projet socialiste se situer aussi par rapport à elles.

V. N.

Une brochure « Femmes en lutte », réalisée par le Parti, est diffusée, depuis le début d'août, par le biais des fédérations. Conçue pour être le support de l'action menée par le Parti avant le débat, à l'Assemblée nationale, de la loi Veil, cette brochure constitue également une dimension essentielle du projet socialiste, avec, en toile de fond, deux priorités : la reconnaissance du principe de liberté individuelle et l'exercice de la responsabilité. ●

FETES DE LA ROSE

Dimanche 16 septembre 1979
à Reims (Marne)
Dans les jardins de la Patte d'Oie
Avec Tania Maira, le groupe rock Larry Martin, Factory, les Octaves, le cirque Reno.
Allocution de Laurent Fabius

———

Dimanche 16 septembre
à Briançon (Hautes-Alpes)
Parc de la Schappe
Chants et danses, concours de pétanque, rallye.
Allocution de Michel Rocard

Les syndicats en crise

La peur du chômage et la répression patronale ne sont pas seules responsables du recul des syndicats

PAR MICHÈLE KESPI

CONTRAIREMENT à l'habitude, la rentrée sociale n'a pas, cette année, attendu le 3 septembre. Certes, ce lundi-là, des milliers de travailleurs ont bien retrouvé le chemin de l'usine. Des militants C.g.t. ont même entamé une semaine d'action, et le secrétaire général de la C.f.d.t. s'est exprimé à la télévision, lors de l'émission « Cartes sur table ». Les traditionnels discours de rentrée ont bien eu lieu aussi cette semaine-là : on a pu entendre Georges Séguy, le mercredi 5, place de la République à Paris, et Edmond Maire, le lendemain, à Rouen. Mais, de fait, l'automne social a commencé en août. Non que l'on ait connu, durant ce mois, d'importants mouvements ou de grandes grèves. La trêve sociale traditionnelle a eu lieu, mais les dirigeants des organisations syndicales n'ont pas attendu la rentrée pour entamer une polémique qui atteint, ces jours-ci, un seuil critique. A l'aube de la rencontre C.g.t.-C.f.d.t. de ce vendredi 14 septembre, on s'interroge sur les chances d'un accord.

Les discussions sur l'action à mener ont commencé lorsque Georges Séguy a annoncé, le 16 août, les décisions de sa centrale : une semaine d'action dans les entreprises à partir du 3 septembre. Le secrétaire général de la C.g.t. a expliqué à l'époque, dans « l'Humanité-Dimanche », que cette idée d'une action « dès le premier jour du retour des congés nous est venue aussitôt après notre conférence de presse du 7 août... Les militants ont estimé, d'enthousiasme, que cette initiative était juste, compte tenu de la gravité de l'agression, mais aussi qu'elle répond à une indéniable volonté d'action des travailleurs ». Les mesures d'austérité décidées par le gouvernement exigeaient, estime la C.g.t., « une réplique immédiate ». Et cette initiative aurait pu être unitaire, ajoute Séguy, « si nous avions rencontré chez nos partenaires des autres organisations une volonté partagée d'agir dans des délais rapides ». A partir de là, le ton monte. Les partenaires en question, qui ont appris par voie de presse les décisions de la C.g.t., s'indignent. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint de la C.f.d.t., réplique : « La C.g.t. aurait le droit de faire toute seule ce qui lui plaît si elle ne déclarait pas que son attitude non unitaire est la conséquence du peu de volonté d'agir de ses partenaires, et plus particulièrement de la C.f.d.t. »

Depuis, la polémique continue. La C.f.d.t. accuse la C.g.t. de faire « cavalier seul », la C.g.t. reproche à la C.f.d.t. sa « passivité ». Chacun affirme la nécessité de l'unité. Nul ne voit bien sur quelles bases elle pourrait se réaliser. Et les discours de rentrée ont bien montré à quel point l'analyse des deux principales centrales syndicales françaises divergent.

La C.g.t. croit possible une mobilisation. « Sans notre initiative, a déclaré Georges Séguy, le président du C.n.p.f. se féliciterait d'avoir prédit une rentrée sereine. » Les 3 000 prises de parole aux portes des entreprises, les 6 millions de tracts distribués inquiètent-ils vraiment patronat et gouvernement ? A la C.g.t., on se déclare très satisfait. Marie-Thérèse Gonord, membre de la commission exécutive, souligne que « cette première riposte aux mesures annoncées permet de mesurer un grand potentiel d'action pour les jours à venir ». Les militants C.g.t., réunis en C.e., le mardi 11 septembre, ont dressé un bilan « non négatif ». Les travailleurs de chez Berliet, dans le Rhône, ont obtenu une prime de 200 F pour le mois de septembre, et une augmentation de 2 %. Dans une entreprise métallurgique du Rhône, les salariés ont arraché un rappel de 80 F par mois depuis janvier et une augmentation mensuelle de 120 F applicable dès ce mois-ci. La commission exécutive, unanime, a jugé la combativité telle qu'elle autorisait l'« audace » dans l'action. Les partisans d'une journée nationale interprofessionnelle ont néanmoins abandonné cette forme d'action, qui aurait braqué catégoriquement la C.f.d.t. : Georges Séguy lui-même a changé d'avis en cours de journée. Prônant la formule le matin, il déclarait le soir en privé qu'on n'allait pas s'enfermer dans une date. Mais l'idée de ne prendre aucune décision vendredi afin de ne pas mettre le couteau sous la gorge des autres organisations (C.g.c., C.f.t.c., F.e.n.) demeure.

A la C.f.d.t., on trouve ces conclusions optimistes un peu hâtives. Edmond Maire l'a répété à Rouen, la difficulté la plus importante reste la mobilisation : « Cela vient souvent de revendications syndicales élaborées à la va-vite, en recopiant la revendication nationale et sans saisir tout ce que la réalité de l'entreprise ou de la branche peut avoir de spécifique. »

La C.f.d.t., réunie en bureau national les 12 et 13 septembre, a aussi fait le point avant la rencontre du 14. L'heure était au pessimisme : les cédétistes ont la conviction que la C.g.t. ne veut plus de l'unité. Edmond Maire le dit publiquement : « Si la C.g.t. accepte une rencontre avec la C.f.d.t., c'est de mauvaise grâce. D'avance, elle refuse de conclure cette réunion par des décisions précises, sous prétexte qu'elles seraient alors imposées aux autres organisations syndicales ! Comme s'il était réaliste d'attendre que F.o. se joigne à nous pour prendre des décisions d'action ! Comme si nous pouvions compter sur la C.g.c. pour accorder la priorité à l'augmentation massive des bas salaires, et au rétrécissement de l'éventail hiérarchique ! »

Les effectifs baissent

Un front syndical désuni. Un patronat évidemment réjoui de cette division. L'U.i.m.m. (Union des industries métallurgiques et minières) se félicite ouvertement de la situation et écrit que jamais les conditions n'ont été aussi bonnes pour faire admettre son point de vue dans les négociations contractuelles.

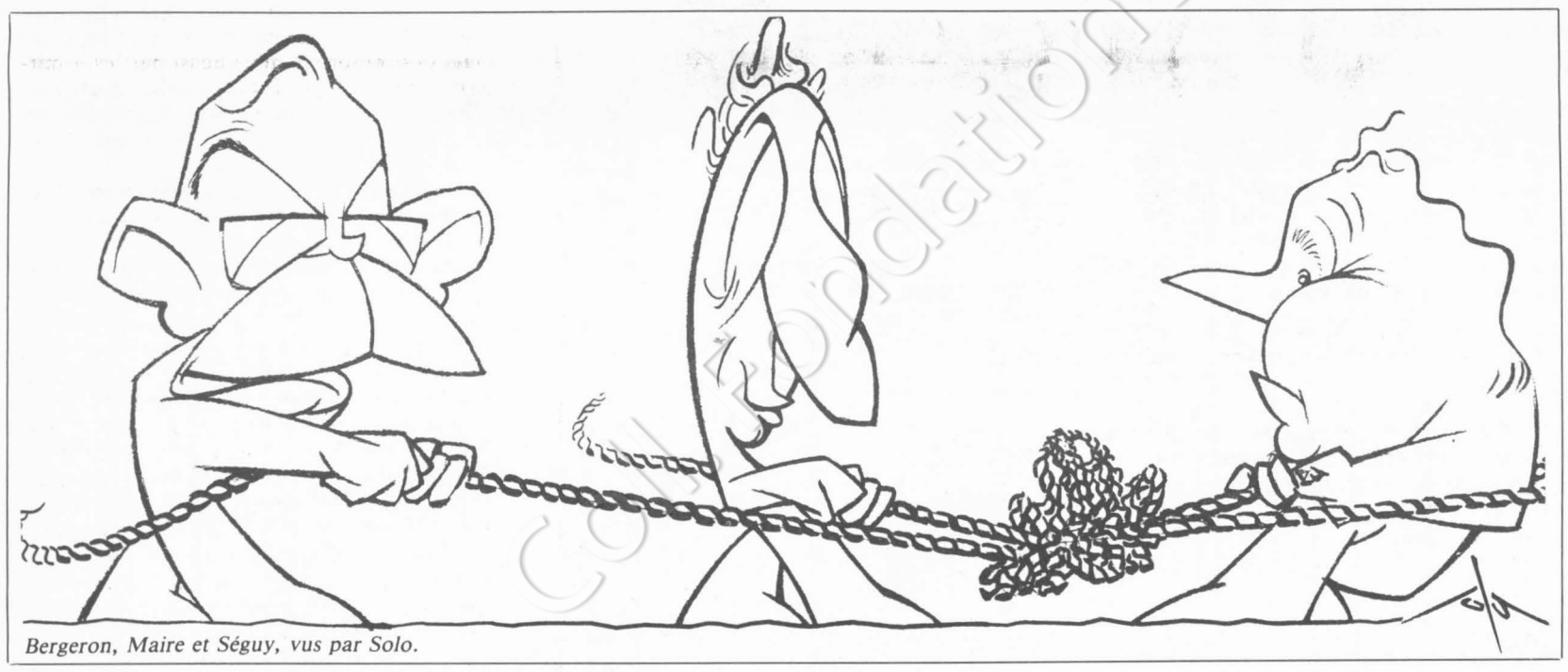
« Notre incapacité à nous entendre, explique un responsable C.f.d.t., finit par être ressentie comme une faillite du syndicalisme, et risque d'entraîner un rejet de l'action. » Bref, le mouvement syndical est en crise. Les effectifs baissent : beaucoup d'adhérents ne reprennent pas leur carte. La C.g.t. avoue une baisse de 1 % l'an dernier, qu'elle est juste en train de rattraper. La C.f.d.t. donne des chiffres plus précis : elle a perdu, pour la première fois depuis quinze ans, 2,5 % de ses adhérents, qui, de 1 150 000 sont passés à 1 125 000.

Les méthodes patronales adoptées depuis 1968, la restructuration industrielle ont joué leur rôle dans ce tassement. Ainsi, quand les hauts fourneaux d'Hagondange ferment, 300 salariés sont licenciés ou mutés... et 200 syndiqués C.g.t. sont dispersés. C'est la mort de la section. De plus en plus, aussi, les travailleurs, à cause de l'augmentation des cadences, se retouvent isolés à leur poste de travail. Un exemple parmi d'autres : depuis peu, les pontiers de la sidérurgie ne descendent plus pour la pause casse-croûte, ils mangent dans leur cabine. Finies, les discussions avec les délégués ! Finie, la vie syndicale ; Dans les entreprises de pointe, on joue beaucoup la concertation directe avec le salarié, en passant par la hiérarchie : il n'obtient rien lorsqu'il s'adresse au syndicat. En revanche, s'il s'adresse à son chef de service, il a une chance d'avoir satisfaction. Découragé, un militant interroge : « Comment, après cela, les travailleurs ne se poseraient-ils pas de question sur l'utilité du syndicat ? »

La peur, et c'est compréhensible, joue aussi son rôle. Trois jours de mise à pied pour une simple prise de parole : une sanction de plus en plus courante et qui peut donner à réfléchir. A l'inverse, des récompenses aux bons employés existent aussi. Même si cela ne prend pas toujours l'allure de primes versées à des non-grévistes, comme cela vient de se produire dans les arsenaux. A Cherbourg, en dépit du démenti publié par le ministère de la Défense, les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. réaffirment que des travailleurs qui n'avaient pas participé à la grève « se sont vu attribuer, au mois d'août, des sommes allant de 1 000 à 2 000 F ». Pour sa part, l'usine Peugeot de Sochaux emploie des méthodes encore plus catégoriques : à partir de septembre, les ouvriers de production ne seront plus embauchés qu'avec des contrats à durée limitée (six mois ou un an), renouvelables. De quoi, évidemment, hésiter sérieusement à se syndiquer !

C.g.t. et C.f.d.t. sont bien d'accord sur ce point : la répression patronale reste l'ennemi n° 1 du syndicalisme. Est-ce la seule raison du recul des syndicats ? Dissensions syndicales et répression patronale suffisent-elles à expliquer la crise du syndicalisme ? La C.f.d.t. s'interroge sérieusement sur ses propres insuffisances. « Nous nous comportons comme un syndicalisme de militants, sûrs de nous, ayant tout prévu, prêt à sortir une explication définitive sur tout ce qui se passe, jamais surpris de la forme que prennent les mutations de la société, pense Edmond Maire. Il ne faut pas s'étonner que des secteurs entiers de la classe ouvrière ne voient pas bien la place qu'ils pourraient prendre dans notre lutte... Pourquoi cette incapacité à organiser les chômeurs ? Cette réticence des cadres à se syndiquer ? Cette sous-représentation dans les P.m.e., parmi les intérimaires, dans le commerce ? »

Des questions autour desquelles tourne en grande partie l'avenir du syndicalisme français. ●



Bergeron, Maire et Séguy, vus par Solo.

Ecole : des propositions concrètes

PAR GILLES CATOIRE

Les rentrées scolaires se ressemblent et la même litanie revient chaque année : effectifs trop nombreux, suppressions de postes, fermeture de classes ou d'écoles, problème des auxiliaires. Les seules innovations relèvent du contrôle social : les grands moyens d'information tentant d'anesthésier l'opinion publique, de réduire une politique à ses bavures.

Pourtant, les faits sont là. Le projet de budget montre que pour la première fois le nombre total des enseignants est en baisse. Or, l'argument de la démographie n'est qu'un alibi. Pour mettre en œuvre la moindre réforme — fût-ce celle proposée par René Haby —, il faut des moyens supplémentaires et du personnel en plus grand nombre.

Le Parti socialiste vient de faire la démonstration qu'il est possible de rassembler tous ceux qui subissent cette politique — enseignants, parents d'élèves, élus locaux : les 8 et 9 septembre ont eu lieu dans l'Aude les Journées d'action contre la désertification scolaire. Et elles furent un succès. Un rassemblement d'un millier de personnes et une émission Radio-Riposte en témoignent. En faisant la démonstration de ce que pouvait faire le P.s. en se comportant en parti de masse, les militants de l'Aude ont porté un démenti cinglant à ceux qui, à droite ou à gauche, spéculent sur « la démobilisation des socialistes ». Et cela au moment où une réunion des responsables fédéraux à l'Education a montré que des actions semblables étaient menées ou sont en préparation dans un grand nombre de départements.

Or, cette action à la base a une importance particulière. Dans les pires moments de la guerre froide, lors des dures années de la désunion, l'enseignement fut l'un des rares domaines où la « rupture » ne fut pas totale. L'existence d'une organisation comme le C.n.a.l., avec ses structures départementales et locales, permet en effet à des actions à la base d'éclore, de prendre toute leur ampleur.

Mais il ne s'agit pas simplement de protester, de se défendre. Dans l'Aude, où un village sur trois n'a plus d'école — la situation est tout aussi critique dans l'Aveyron, la Lozère ou la Drôme —, des propositions concrètes ont été étudiées :

* Mettre en œuvre en milieu rural des programmes d'éducation prioritaires qui incluent un développement massif des écoles maternelles ouvrant leurs portes aux enfants de deux ans.

* Décentralisation et gestion tripartite du système scolaire, afin de trouver des solutions locales aux problèmes locaux.

* Création d'un fonds de lutte contre la désertification scolaire de 100 millions de francs. ●

Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Coup bas contre Héliocapt

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

EST-il normal qu'une banque coupe brutalement les vivres à une entreprise artisanale qui veut passer au stade industriel ? En tout cas, c'est fréquent. La mésaventure vient d'arriver à Héliocapt. Coup bas opéré dans la clandestinité d'un week-end de 15 août. Sans crier gare, le Crédit agricole a cessé d'honorer les créances de son client. Depuis, beau diable dans un bénitier, l'entreprise se débat pour éviter la faillite. Et pourrait bien y parvenir.

Car Héliocapt n'est pas une entreprise comme les autres. En 1975, Christine et Michel Lacoux fondent la boîte, à Moulins-Engilbert, en plein Morvan, dans la Nièvre. C'est un retour au pays. Tous deux voulaient travailler à la campagne sans pour autant faire des fromages de chèvres. Ils connaissent le polyester et se lancent dans une production nouvelle, la fabrication de petites serres en polyester pour jardiner amateur.

Ils voulaient aussi créer une entreprise qui fonctionnerait démocratiquement, où les rapports entre travailleurs et patron seraient différents de ce qu'il avaient connu. Y sont-ils parvenus ? « Ce n'est pas tout à fait un échec, mais pas une réussite non plus. C'est un travail de longue haleine ; les gens ne sont pas habitués à prendre des responsabilités et à les assumer. » Ainsi, la tentative de rotation des tâches a mal marché, les responsabilités retombant sur les épaules de trois ou quatre personnes. Mais les salaires dépassent largement le Smic, et l'ambiance de travail est excellente. « Si un accident de fabrication retarde une journée, les gens proposent de venir travailler le samedi ou restent tard le soir. » Autre exemple : l'atelier est un lieu ouvert, où les visiteurs sont nombreux. Les jeunes du village viennent parfois aider au travail, « pour le plaisir, pour quelques heures, comme ça ».

Car Héliocapt compte ici. C'est la plus grosse entreprise, avec ses vingt-deux salariés, de ce village de mille huit cent trente-deux habitants. Elle emploie des jeunes qui, sans elle, seraient partis. « Pour nous, Héliocapt représente un espoir, celui de garde un peu de monde dans nos petites communes rurales », dit Joseph Lambert, le maire, socialiste.

La municipalité a donc toujours aidé l'entreprise. Elle a prêté un local communal, vite trop petit parce que les affaires marchent bien. Elle a voté une motion de soutien à Héliocapt, pour encourager les souscripteurs. Elle s'apprêtait à faire construire une usine pour accueillir les trente-trois salariés prévus pour les mois à venir. Car les fondateurs allaient passer à une nouvelle organisation, pour installer des chauffe-eau solaires. Le produit de la vente des serres et les primes de 20 000 F par emploi créé dans cette zone défavorisée ont été réinvestis dès la deuxième année dans la recherche solaire. Au total, 400 000 F depuis 1977. C'est beaucoup, même avec l'augmentation rapide du chiffre d'affaires : 3 millions de francs prévus pour 1979, contre 90 000 F en 1976.

Par optimisme, Héliocapt a trop fait confiance à la banque qui, en garantissant la trésorerie, finançait la croissance. La vente des serres est très saisonnière, l'essentiel se concluant en automne ; le découvert a donc parfois été impressionnant : 500 000 F en mai-juin dernier. En juillet, le Crédit agricole a voulu transformer cette avance en crédit à court terme. Mais il a bloqué la plus grosse partie du prêt en refusant certaines cautions présentées par l'entreprise, demandant des garanties rarement exigées.

Alors, tout le monde a raclé les fonds de tiroirs, les amis, les salariés eux-mêmes. Les traites les plus urgentes ont été honorées et des reports d'échéance obtenus. Mais les créanciers risquent de s'impatienter si Héliocapt ne redémarre pas rapidement.

C'est pourquoi une nouvelle entreprise est en train de se créer. Le capital financera l'outil de travail par l'intermédiaire d'une société anonyme, mais sera contrôlé par une coopérative ouvrière de production. La société anonyme a besoin de 500 000 F. Le personnel a déjà apporté 100 000 F. D'autres actionnaires se sont proposés : des amis, mais aussi des sympathisants, des artisans qui ont vécu une histoire semblable, une ancienne directrice d'école, par exemple, quatre-vingt ans, qui leur offre 80 000 F... 200 à 250 000 F pourraient être ainsi récoltés. Héliocapt compte aussi sur une participation de la Société régionale du Centre-Est, un organisme semi-public qui participe au capital des sociétés au démarrage et se retire progressivement.

Enfin, une association, les Amis d'Héliocapt, s'est montée pour ramasser des fonds en parts de 500 ou 1 000 F. En une semaine, elle a réuni 11 000 F ; 50 000 sont espérés. Ces actionnaires indirects ne pourront pas toucher de dividendes, mais Héliocapt leur propose un marché : des réductions de 5 à 15 % sur des serres ou des installations de chauffe-eau solaires.

Car aujourd'hui leurs capteurs sont au point. Leur prix, 1 150 F H.t. le mètre carré, se situe dans la moyenne. L'affaire se présentait bien. Les ventes de serres reprennent en septembre et en octobre. Comment expliquer alors l'intransigeance rare du Crédit agricole ?

Bien sûr, la banque jure ses grands dieux qu'elle n'a pas voulu abattre Héliocapt. Pourtant... Les propositions de rachat ne se sont pas fait attendre : une douzaine en deux semaines, provenant surtout de holdings, de groupes industriels qui ne sont pas particulièrement spécialisés dans le solaire. Preuve a contrario que l'entreprise est saine...

Pour la défense de la banque, notons que sa politique actuelle est au resserrement des crédits non purement agricoles. Mais le cas d'Héliocapt n'est pas marginal. Depuis deux ans, toutes les entreprises artisanales lancées dans le solaire ont été rachetées au moment du passage au stade industriel. Sauf une. Coïncidence troublante. Il n'y a pratiquement pas de société capable d'offrir un réseau commercial sérieux et solide. Si bien que le marché, malgré une demande croissante, ne se développe pas.

L'entreprise morvandelle, pourrait, elle, faire exception. Si les petits cochons ne la mangent pas. Et si la solidarité déjà exprimée se poursuit. Mais rien n'est encore gagné pour Héliocapt. ●

A.o.i.p. : une coopérative de 4 600 salariés à sauver

PAR CHRISTINE COTTIN

LE 10 septembre dernier, une lettre signée Marie Jacq, député socialiste du Finistère, et Paul Quilès, député socialiste de Paris, est arrivée sur le bureau de Valéry Giscard d'Estaing.

Son thème : l'industrie téléphonique — un secteur industriel qui fait les beaux dimanches de la Thomson et de C.i.t.-Alcatel (C.g.e.) depuis que la France a décidé de combler son retard en la matière. Giscard d'Estaing, lui-même, convenait le 19 avril dernier, que « des licenciements dans ce domaine constitueraient un scandale » et qu'il y avait « matière pour assurer l'emploi et le développement de l'industrie française du téléphone ».

Cette déclaration n'est tombée dans l'oreille de sourds, ni dans le Finistère ni dans le 13e arrondissement parisien, qui abritent l'un et l'autre deux des établissements de l'A.o.i.p.

Avec ses 4 600 salariés, l'Association des ouvriers en instruments de précision, c'est d'abord et avant tout la première coopérative ouvrière de production du monde. C'était aussi, jusqu'à ces derniers temps, une entreprise au chiffre d'affaires de 710 millions de francs, qui fournissait 10 % des centraux téléphoniques en France, dont 80 % pour les P.t.t. Oui, mais voilà : sous prétexte de s'adapter aux contraintes du marché international — dixit le ministère des P. et T. —, il faut doter la France de centraux électroniques et non plus électromécaniques.

Résultat : après de nombreuses réductions d'horaires pour plus d'un tiers du personnel, après avoir envisagé une réduction brutale des effectifs (1 200 suppressions de poste), on essaie de présenter aux salariés une double alliance avec la C.g.e. et C.i.t.-Alcatel comme la solution miracle. « Une alliance bancale », dénoncent Marie Jacq et Paul Quilès. D'abord, parce qu'on voit mal comment pourraient survivre les 1 500 salariés de l'A.o.i.p. laissés en rade avec tous les secteurs les moins compétitifs de l'entreprise (appareils de mesure et de navigation). « On voit mal, poursuivent les deux députés socialistes, comment l'A.o.i.p. pourrait survivre face aux deux géants industriels qui couvrent à eux seuls les trois quarts du marché des commandes publiques et comptent bien en couvrir la totalité. »

Certes, un central électronique est plus économique qu'un central électromécanique, notamment parce que sa fabrication demande moins de personnel. Un état de fait qui ne constitue pas une surprise. « Loin d'être inéluctable, affirment Quilès et Jacq, cette situation avait été prévue dans les années 1973-1975 par les syndicats de l'électronique, qui avaient, par voie de presse et de brochures, tant au niveau national que régional, publié une plate-forme de reconversion que ni la Datar ni le gouvernement n'avaient pris en compte. Il s'agit donc d'une absence totale de planification, imputable à votre gouvernement. »

Ce n'est un secret pour personne : 25 000 emplois de ce secteur vont être amenés à disparaître au cours des deux prochaines années. « Si les centraux électroniques sont plus économiques, a-t-on évalué les conséquences, elles aussi économiques, de la mise au chômage de dizaines de milliers de salariés, son coût pour la collectivité (100 000 chômeurs coûtent 1,5 milliard de francs rien qu'à la Sécurité sociale) ? »

Que compte faire le président de la République pour éviter que le secteur français du matériel téléphonique ne sombre dans un nouveau drame semblable à celui de la sidérurgie ? La question de Marie Jacq et Paul Quilès reste posée.

Les 4 600 salariés de l'A.o.i.p. n'entendent pas se laisser faire sans rien dire. A terme, ils le savent bien, le ministère des P. et T. envisage la disparition des usines de Morlaix (800 salariés), Guingamp (1 300 salariés), Toulouse et Béziers. Le siège parisien du 13e arrondissement, qui emploie près d'un millier de personnes, est lui aussi menacé. C'est pourquoi, avec les syndicats — la C.g.t. est majoritaire —, les travailleurs ont occupé, le 6 septembre dernier, durant vingt-quatre heures, les locaux parisiens pour protester contre le démantèlement de leur entreprise.

Paul Quilès, par son intervention, leur a apporté le soutien du Parti socialiste. D'un autre côté, le secteur Entreprises a annoncé son intention de lancer une campagne d'action sur tous les problèmes de l'électronique. ●

La révolution des poètes

Francis Pisani, qui vient de passer près de trois mois au Nicaragua, raconte la lutte héroïque, brouillonne et déterminée de tout un peuple contre Somoza, le Néron centre-américain. Un peuple de poètes qui, au milieu de sa joie, n'oublie pas "ceux qui sont enterrés dans son cœur"

PAR FRANCIS PISANI

IMPOSSIBLE de parler du Nicaragua en ce début de septembre sans repenser avec émotion à ces jours inoubliables de la victoire. Rentré dans le nord du pays avec une colonne de combattants, j'avais dans les trois semaines précédentes sillonné les zones libérées, Esteli, Matagalpa, Léon — inégalement détruites, mais portant toutes la marque de la folie destructrice du Néron centre-américain.

Que l'on songe que dans Esteli on n'a pas pu recenser deux maisons voisines intactes. Dans Matagalpa, du temps que j'y étais, le jeu préféré des gardes nationaux réfugiés dans quelques bâtiments aux abords de la ville était de faire des cartons sur les civils au moment où ceux-ci traversaient les rues qu'ils pouvaient prendre en enfilade. A Léon, le centre seulement est rasé parce que les fûts d'essence mélangés d'huile — gigantesques cocktails Molotov de 250 litres — que les hélicoptères des Somoza ont jeté sur la ville n'ont pas, par un miracle extraordinaire, explosé. Masaya, plus au sud, n'a pas connu cette chance.

Sous les bombes, une armée d'enfants, un peuple tout entier partagé entre la peur et l'envie, la nécessité absolue d'en finir. L'ordre avait été donné de tuer tous les enfants de plus de neuf ans. Et ce n'est pas une légende, une façon de parler. Une mère m'a raconté qu'un soldat rentré chez elle avait demandé l'âge de son fils. « Huit ans. — Qu'il en profite, avait répondu alors le garde ; parce que, dans un an, si on l'attrape, il y passe comme tous les autres. » Une armée de plusieurs milliers de combattants, dont presque tous avaient à déplorer des morts, des victimes directes de la répression dans leur famille, dont presque tous disaient : « Puisque, de toute façon, on risque de se faire descendre, autant mourir en se défendant les armes à la main. » Des jeunes de quinze à vingt ans qui menaient une guerre folle parce que, à cet âge, on n'a effectivement rien à perdre. Et des commandants de vingt ans, tel Ruben, chef légendaire de la région d'Esteli, qui, à vingt-quatre ans, a passé la moitié de sa vie luttant au service de la révolution.

Ces jeunes — aussi décidés, intrépides soient-ils — n'auraient pourtant jamais pu l'emporter si une grande partie de la population n'avait participé au combat très près de la ligne de feu. On ne gagne jamais une révolution seulement avec des fusils. Dans Matagalpa, par exemple, on avait, pour échapper aux francs-tireurs, creusé des trous dans les murs des maisons pour éviter d'avoir à emprunter la rue. Ce qui valait parfois, la ville étant construite à flanc de montagne, d'arriver chez les voisins par-dessus l'armoire de la cuisine. « Excusez-moi, je ne fais que passer. — Mais je vous en prie, faites comme chez vous, companero ! » Partout, la population se regroupait dans des Comités de défense civile, qui servaient aussi bien à distribuer les quelques réserves alimentaires disponibles d'une façon équitable qu'à organiser des ateliers collectifs de fabrication de vêtements ou de bottes pour les combattants. On y était payé en nourriture seulement. Le plus extraordinaire est que tout le monde, toutes les couches sociales y participaient. A Esteli, par exemple, tous les fabricants de chaussures de la ville s'étaient réunis dans un même endroit, où ils avaient apporté ceux de leurs instruments qui n'avaient pas été détruits par les bombes ou par le feu. Les ouvriers acceptaient de travailler sans salaire. Les propriétaires terriens, quant à eux, prêtaient leurs terres gratuitement pour qu'on y sème du grain pour l'ensemble de la population.

A Léon, le jour du départ de Somoza, j'avais assisté sur la place de la cathédrale (qui pendant dix mois avait servi de caserne aux soldats du tyran) à un gigantesque meeting sous la pluie. Après que l'évêque eut demandé la bénédiction de Dieu pour la Révolution, les principaux membres de la direction nationale du Front sandiniste parlaient de l'impérialisme menaçant et de la réforme agraire urgente. Pendant que les combattants tiraient en l'air, le peuple tout entier déferlait ensuite vers le cimetière, bousculant sur son passage les barricades dont les chars n'avaient pu venir à bout. Il s'agissait, dans l'esprit des dirigeants, d'aller rendre un dernier hommage aux morts victimes du tyran et notamment à Rigoperto Lopez, qui en 1956 avait relancé la lutte contre la dynastie en abattant son fondateur. Mais il n'est pas facile, dans la nuit, de trouver une tombe au milieu d'un cimetière, et le seul fondateur du Front encore vivant dut s'excuser au bord d'une tombe récente et anonyme : « Nous avions oublié, dit-il, qu'il était enterré dans le cœur du peuple. » Peuple de poètes.

Alors le 20 juillet, en arrivant à Managua, j'ai goûté à cette victoire remportée par d'autres, mais dont il m'avait été donné d'apprécier le prix. J'ai eu un vrai plaisir à profaner le bunker dans lequel je n'avais pu m'empêcher d'avoir peur six mois plus tôt. J'ai autant joui de la qualité du caviar iranien trouvé dans le réfrigérateur que d'en voir ouvrir le pot avec une baïonnette par un combattant que j'avais suivi dans les combats de Matagalpa. J'ai crié comme les autres sur la grand-place, récemment baptisée « de la Révolution », où pour la première fois j'ai vu sourire cette capitale détruite successivement par un tremblement de terre et par la guerre. Sourire seulement, car les morts trop nombreuses étaient encore trop récentes pour que l'on puisse faire la fête et parce que aussi tout le monde savait trop bien l'énormité du travail qui restait à faire pour simplement reconstruire le pays que Somoza s'était acharné à laisser en cendres.

L'étendue des dommages dus à la guerre indique à elle seule la folie du dictateur : dans le domaine de l'industrie, les premiè-

Sygma



Entrée des Sandimistes à Managua.

Les socialistes avec les Sandinistes

SOLIDARITE internationale. Le nom est nouveau. Pourtant, depuis le congrès de Metz où il fut décidé de créer une association dont le but était de traduire en actes la solidarité politique des militants socialistes, le bilan est loin d'être négligeable. Et à propos du Nicaragua son activité fut réelle.

Le 2 août, à 7 heures du matin, atterrissait à l'aéroport Cesar-Sandino, à Managua, un avion frété par S.i. A son bord, Pierre Joxe, secrétaire du P.s., vingt-cinq médecins et du personnel soignant, jusqu'alors bloqués au Mexique, et des médicaments. Pierre Joxe, qui a participé également à la mission de l'Internationale socialiste conduite à Managua par Mario Soarès, raconte : « C'est le nouvel ambassadeur du Nicaragua à Mexico, Eduardo Kuhl, qui, m'expliquant les problèmes sanitaires de son pays (les médecins furent impitoyablement abattus par les troupes de Somoza), m'a donné l'idée de cette opération. Il s'agissait de rapatrier un personnel irremplaçable alors que les liaisons régulières n'avaient pas repris, et d'apporter des médicaments alors que les réserves sur place étaient inexistantes. Ce fut fait. » Et ce fut efficace.



Pierre Joxe accueilli par le commandant Tomas Borge.

D'autres actions auront lieu. Une mission est prévue pour étudier la restauration des adductions d'eau — détruites par la guerre — d'Esteli et de Matagalpa. Mais pour cela, comme pour les autres actions de S.i. (une ambulance pour le Mozambique, l'évacuation de réfugiés du Sud-Est asiatique), il faut des moyens. Avant même que des structures départementales soient mises en place, des collectes peuvent être effectuées (expédier les chèques bancaires à l'ordre de Pierre Joxe, Solidarité internationale), et dans les Fêtes de la Rose des stands d'information sur le Nicaragua sont présentés au public.

L'exemple du Nicaragua, une aide prompte, efficace, la présence des socialistes sur ce terrain, tout cela prouve qu'une telle organisation était indispensable. D'autant plus que le gouvernement français, une fois de plus, a limité son aide au minimum, alors qu'il avait soutenu Somoza jusqu'à la limite du possible ●

res estimations indiquent que les pertes s'élèvent à 400 millions de dollars pour les seules installations. Il faut ajouter la destruction de stocks aussi bien de matières premières que de produits finis, évaluée par la Chambre d'industrie à 200 millions de dollars. Encore faut-il préciser que les usines les plus atteintes sont en général les plus importantes par la taille aussi bien que par l'incidence qu'elles ont sur l'emploi et sur la valeur ajoutée. Géographiquement, cela concerne les fabriques de cigares d'Esteli, le centre d'artisanat de Masaya et les usines modernes de la « carretera norte », la route qui sort de Managua vers le nord. Sectoriellement, c'est l'industrie alimentaire, l'outillage agricole, la boisson, le textile et certaines usines de montage qui ont été les plus affectés.

En fait, rien de cela n'est dû au hasard. L'aviation et l'artillerie de la Garde nationale se sont attaqués de préférence à tout ce qui n'appartenait pas au « patron », au « parrain ». De place en place, par exemple sur la route qui mène de Managua à l'aéroport, on peut voir des usines brûlées et des usines intactes. Il est facile de savoir à qui elles appartiennent respectivement, comme si Somoza avait espéré jusqu'au dernier jour pouvoir l'emporter. Le calcul est politique et peut produire des effets d'ici plusieurs mois dans la mesure où, enlevant toute base matérielle à la bourgeoisie locale qui s'était majoritairement prononcée contre lui, Somoza avait sans doute pour dessein d'éliminer tout ce qui peut se dresser entre lui et le Front sandiniste. Il caresse sans doute encore l'espoir que, comme par le passé, cette polarisation pourrait lui valoir un soutien des secteurs les plus conservateurs des Etats-Unis.

Main dans la main

Pour compléter le tableau, les somozistes sont partis en emportant les caisses. A Chinandega, par exemple, le colonel commandant la place s'est fait ouvrir les coffres de toutes les banques de la ville en menaçant les gérants de son pistolet. On connaît l'histoire de ces membres de l'état-major qui, avant de partir, se sont fait remettre des chèques de 1 million de dollars. Résultat : il ne restait plus dans les caisses du pays que 3,5 millions de dollars (une misère par rapport à la fortune personnelle de Somoza), alors que les dettes immédiatement exigibles s'élevaient dès le mois de juillet à près de 400 millions de dollars, chiffre susceptible de tripler avant la fin de l'année.

Mais le drame de tout cela tient au fait que les séquelles de la guerre ne sont que la partie visible de l'iceberg. La faim, les maladies, les morts dont souffrent les Nicaraguayens tiennent plus encore au système qu'avait mis en place la famille régnante. Que l'on songe que le taux de mortalité infantile est parmi les plus élevés du continent, alors que Somoza en est l'un des hommes les plus riches. Dans le seul domaine économique, les privilèges que le dictateur s'était accordés à lui-même au lendemain du tremblement de terre, s'ils avaient assuré sa fortune, avaient eu pour conséquence un terrible ralentissement de la production nationale. Incapables d'affronter un « concurrent déloyal » qui se servait de sa puissance militaire, de la corruption et de l'état de siège, qui obligeait tout le monde au silence pour faire marcher ses affaires au détriment de toutes les autres, le reste des partenaires économiques avaient vu leur marge de manœuvre se réduire considérablement.

Retour de manivelle, de la même façon qu'il avait par ses abus poussé l'ensemble des Nicaraguayens à s'unir contre lui, Somoza — en laissant le pays en ruine — les a forcés à prolonger l'union pour reconstruire le pays. Le nationalisme joue un grand rôle. Il faut comprendre que la guerre qui s'est terminée le 20 juillet n'était pas une guerre civile, dans la mesure où l'ensemble de la population s'est unie contre un dictateur imposé de l'étranger grâce à une armée formée par des étrangers ; des gens qui parlaient plus souvent anglais qu'à leur tour et qui n'avaient réunis autour d'eux, outre leurs soldats, qu'un petit nombre de bureaucrates et de financiers totalement à leur solde. La reconstruction, dont on sait trop qui l'a rendue nécessaire, est aujourd'hui ressentie comme un défi par l'ensemble des « Nicas », et il n'est pas rare d'entendre dire : « Nous sommes un pays riche et nous sommes travailleurs. Dans deux ans, nous seront revenus à un niveau acceptable. D'autant plus facilement qu'« il » ne sera plus là pour voler au passage la moitié des richesses du pays. »

Il est plus difficile sans doute de comprendre les raisons qui poussent la bourgeoisie à travailler main dans la main avec des guérilleros qui ne cachent pas leur volonté de lutter pour le socialisme. Côté « secteur privé », les positions sont extrêmement claires et se résument ainsi : « Nous avons le droit de participer à la reconstruction du pays, puisque nous avons participé à la chute de Somoza avec notre argent et avec nos fils, m'a dit un cotonnier de Chinandega ; de plus, nous sommes présents dans le gouvernement et on écoute nos suggestions. » Il faut ajouter, ce que souligne William Baez, secrétaire général du C.n.p.f. local, que « la reconstruction ne peut pas se faire sans nous, puisque nous détenons le savoir et l'expérience technique indispensable ».

Mais le plus surprenant tient à cette phrase entendue mille fois : « Nous sommes d'accord pour ne pas revenir à la situation antérieure. Sans quoi, il n'aurait pas valu la peine de faire une révolution. Il faut que les choses changent, et nous soutenons l'idée d'une social-démocratie dans laquelle nous gagnerions moins et le peuple aurait plus. A condition, bien entendu, que l'on ne retourne pas totalement l'omelette, qu'on ne nous fasse pas passer derrière tous les autres. » Un éleveur qui m'emmenait de Léon à Managua, où il allait s'expliquer avec le nouveau ministre de l'Agriculture, m'a même dit : « Si je gagne moins d'argent, mais que cela va au peuple, béni soit Dieu. » Reste à dire que la reconstruction s'entreprend dans un climat de confiance, voire de complicité, qui tient à la commune jeunesse des entrepreneurs industriels et des responsables politiques, ainsi qu'au fait que le Front a toujours respecté ses engagements et que rien ne laisse entendre qu'il s'apprête à changer d'attitude.

Légitimité incontestée

Les positions des sandinistes ne sont pas moins claires : « C'est parce que nous avons la force, m'a dit le ministre de l'Intérieur, Tomas Borge, à propos des prisonniers politiques, que nous pouvons nous permettre d'être généreux. » L'attitude vaut pour l'ensemble des problèmes politiques et économiques qu'ils ont à affronter. Mais d'abord, d'où vient la force des sandinistes ? Pas seulement de la totale victoire militaire qu'ils ont su remporter et qui leur permet aujourd'hui d'avoir en main l'armée sans partage. La force du Front sandiniste de libération nationale tient tout autant à sa légitimité incontestée aux yeux de l'ensemble de la population. Si l'ensemble des Nicaraguayens ont participé à la lutte pour le renversement de Somoza dans le cadre d'une insurrection populaire où chacun a pu tenir sa place, c'est parce que les sandinistes ont su en montrer le chemin, en choisir le calendrier et en inventer les modalités. On le sait si bien dans le pays que la majorité des responsables politiques des anciennes formations cherchent plus à s'intégrer qu'à se démarquer. Les membres de la bourgeoisie les plus récalcitrants (ceux qui appartenaient au Parti conservateur, seule opposition véritablement admise par le régime antérieur) parlent de constituer une force politique distincte du Front, mais qui pourrait se réclamer également du sandinisme, dans la mesure où « Sandino était pluraliste et où sa pensée n'appartient à personne ».

D'Europe, où nous croyons encore avoir tout inventé, il est difficile de comprendre l'importance très concrète qu'a pu tenir la référence à Augusto Cesar Sandino, général guérillero assassiné par le père du dictateur qui vient d'être chassé. Il s'agit pourtant d'un personnage auquel certains Latino-Américains accordent l'importance d'un Bolivar des temps modernes ou d'un José Marti. Inventeur de la guérilla, il a su tenir tête aux marines nord-américains qui avaient un peu trop tendance à venir faire la police au Nicaragua sous prétexte que l'on pouvait y construire un second canal de l'Atlantique au Pacifique. Nationaliste donc, anti-impérialiste, guerrier, Sandino avait, entre autres caractéristiques, celles de revendiquer ses origines indiennes, de croire à la solidarité des peuples du continent (il proposait de construire le canal avec leur argent plutôt qu'avec celui des Yankees) et de proclamer tout haut qu'il luttait pour les pauvres et les déshérités de son pays.

La référence à Sandino a l'avantage de permettre les plus grands rassemblements

Place de la Liberté, à Managua, le 20 juillet dernier.



Sygma

Quand Guernica rime avec espoir

Le Pays basque s'apprête à vivre une autonomie chèrement conquise et ce ne sont pas les apprentis sorciers de tout bord qui pourront retarder cette échéance

PAR GILBERT SANS

CET accord est un véritable traité de paix », déclarait, après la signature conjointe, par le gouvernement madrilène et les représentants du Conseil général basque, du projet de statut d'autonomie, Juan Maria Bandres, populaire leader d'Euskadiko Eskerra (Gauche basque), correspondant politique de l'une des branches de l'E.t.a. : les « poli-milis » (politico-militaires). Depuis, ces militants-combattants ont suspendu toutes leurs opérations militaires.

Seule, aujourd'hui, l'E.t.a. (militaire) s'oppose par les armes à l'adoption triomphale par le peuple basque du nouveau statut, dit statut de Guernica, dont le contenu est fort loin d'être négligeable. En effet, le nouveau Pouvoir basque disposera de compétences réelles sur la fiscalité, la sécurité sociale, l'enseignement et les mass media (création d'une troisième chaîne, entièrement basque). Concernant l'épineuse question du maintien de l'ordre, il pourra même compter sur un nouveau corps de police et de sécurité, formé sur place, remplaçant progressivement les F.o.p. (Forces de l'ordre public) espagnoles.

La semaine passée, Saint-Sébastien était en état de siège : réaction violente et spontanée de la jeunesse basque après l'assassinat d'un simple manifestant par la police de l'Etat espagnol. Dans toute l'Espagne, plus de trente personnes sont tombées sous les balles de la police, dans les circonstances les plus diverses, rien que durant le premier semestre 1979 ! Parallèlement, la répression contre les réfugiés basques — qui ne sont pas tous membres de l'E.t.a. — sur le territoire français s'accentue dramatiquement. Notre pays a pourtant ratifié la convention de Genève sur les réfugiés. On pourrait expliquer l'attitude de Paris par la peur de voir au Pays basque français, une fois adopté le statut de Guernica, des voix s'élever pour réclamer les mêmes droits et avantages que dans les Provinces basques espagnoles. D'autant que le Pays basque français, livré au tourisme, est toujours victime d'une sous-industrialisation chronique.

Le nationalisme basque est en crise. Moins facile, le combat était, somme toute, plus clair sous Franco. Aujourd'hui, la perspective prochaine du référendum sur l'autonomie, prévu — si tout va bien — pour le 25 octobre, divise le mouvement Abertzale (« patriotique »). Le puissant P.n.v. (Parti nationaliste basque), force historique d'inspiration démocrate-chrétienne et de facture interclassiste, qui gouverne déjà le Conseil général basque et contrôle la majorité des municipalités, appelle à voter « oui », tandis que ses fils spirituels — mais armés — de l'E.t.a. (militaire) prônent une abstention synonyme de refus. Entre les nouveaux frères ennemis, l'affrontement verbal devient d'une violence inusitée. Une autre division sépare les rangs mêmes de l'E.t.a. et de son support légal, Herri Batasuna, entre les partisans du redoublement de l'action armée face aux menées réformistes (le statut d'autonomie de Guernica !) et ceux qui désirent un changement radical de stratégie, et d'abord le respect du suffrage universel si toutefois, comme il est probable, le peuple basque se prononce massivement en faveur du « oui » au référendum.

Les incidents actuels et affrontements de rue favorisent résolument les stratégies extrémistes en faveur du « non » ou de l'abstention. Dans ce contexte, le comportement des autorités et des troupes policières venant de Madrid n'est toujours guère propice à l'instauration de la paix civile. Ses « bavures » se multiplient. Le fossé se creuse entre les forces de l'ordre public, unanimement détestées, et la masse du peuple basque. Le refus du gouvernement Suarez de procéder à une épuration minimale dans les rangs policiers — gangrenés par l'idéologie fasciste du régime antérieur — crée chaque jour de nouvelles difficultés. L'U.c.d., le parti gouvernemental, garde le silence et ne participera pas à la campagne unitaire pour l'approbation, que mènent tous les partis signataires du statut de Guernica (gauche, extrême gauche, P.n.v.).

Le Pays basque s'apprête à vivre une autonomie si chèrement conquise après quarante années de féroce répression et de mépris culturel. Le P.n.v., matrice du futur pouvoir centriste dans ces Provinces, prépare déjà la première Rencontre des cultures nationales en Europe, cultivant l'idéal — controversé — d'une nouvelle Europe des régions et des nationalités. Autre action autonomiste immédiate en terre basque : la création d'une équipe nationale de « futbol », avec le célèbre Iribar dans les buts. Objectif : compter sa propre sélection nationale au Championnat du monde de 1982. En attendant cette hypothétique mesure, les joueurs basques ont déjà remporté une première victoire internationale : Euskadi 4 - Irlande 1. ●

(il était pluraliste et son armée s'appelait Armée de défense de la souveraineté nationale), tout en ne fermant aucune porte par rapport à la construction future du socialisme à laquelle aspirent une grande partie des dirigeants actuels et de la population.

Nous avons donc affaire, au Nicaragua, à une révolution originale, qui puise ses traits marquants plus dans l'histoire du pays que dans les classifications dont nous avons l'habitude en Europe. Mais cette originalité qui nous intéresse — par sa recherche du socialisme dans l'ouverture — pourrait n'être que de courte durée. Cela ne tient nullement à la volonté des dirigeants (de tout bord) mais aux difficultés de la reconstruction. Nous avons donné quelques chiffres au plan économique, mais ils ne rendent pas complètement compte de la situation des hommes, des femmes et des enfants de ce pays. En attendant la prochaine récolte de grains de base, qui aura lieu à la fin de l'année, c'est la moitié du pays (environ 1 million de personnes) qui risque de connaître la faim véritable — pour ne pas parler de la sous-alimentation à laquelle ils sont habitués !

Un devoir de solidarité

Il ne faut pas s'étonner que l'union soit possible dans de telles conditions. Chacun se devait de mettre la main à la pâte. Et quand aujourd'hui un ouvrier réclame la nationalisation d'une usine appartenant à un bourgeois non somoziste, il est facile de lui expliquer pourquoi c'est impossible autant qu'inutile (70 % environ de l'activité économique est aux mains de l'Etat après la nationalisation des biens de Somoza et des siens). Mais, lorsque demain il s'agira de manger, il risque d'être bien difficile de faire comprendre aux paysans qu'il n'est pas intelligent d'envahir les terres florissantes de tel ou tel bourgeois en leur expliquant qu'il n'est pas contre le gouvernement du peuple. L'aide internationale est donc cruciale. Or, elle est le centre d'une bataille politique considérable.

De tous les pays capables de faire un effort important, seul le Mexique a déclaré que le sien serait indépendant de la ligne politique suivie par les nouvelles autorités. Le Venezuela, qui avait fait beaucoup quand il était dirigé par les sociaux-démocrates, s'est rétracté sous prétexte que les chrétiens-sociaux n'étaient pas suffisamment représentés dans le gouvernement. Quant aux Etats-Unis, dont on crie sur tous les toits qu'ils ont compris les leçons de la Révolution cubaine, ils se font prier. Ils envoient beaucoup moins d'aide qu'après le tremblement de terre, et ont tenté de la faire parvenir par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, alors qu'en 1972 ils l'avaient envoyée directement à Somoza (qui se l'était mise dans la poche). Ils demandent en outre qu'on arrête de faire des déclarations anti-impérialistes si l'on veut que l'aide continue à venir. C'est d'autant plus bête que leur aide est effectivement la plus importante. L'Europe, pour sa part, n'a pas encore compris que l'Amérique latine a besoin d'elle, ce qui en termes politiques veut dire qu'elle a un rôle à y jouer. Au début d'août, on parlait d'une aide de la C.e.e. s'élevant à 270 000 dollars, alors que l'Espagne à elle seule en avait déjà envoyé pour 8 millions de dollars.

Les raisons humanitaires d'aider le Nicaragua sont évidentes. Elles tiennent à plus de cinquante mille morts en un an et à la cohorte de destructions et de souffrances que l'on sait. On devrait pouvoir ne parler que de cela. Mais il y a des raisons politiques également. Les « adversaires » de l'aide ont peur « qu'ils se servent de notre argent et qu'ensuite ils se radicalisent », comme je l'ai entendu dire dans plusieurs ambassades. A cela on doit répondre que la radicalisation, tout au contraire, sera le seul réflexe — voire la seule défense — contre une crise dont il serait impossible de sortir. Mais, pour les socialistes, la question n'est pas exactement celle-là : il s'agit, en aidant, d'honorer un devoir de solidarité, de permettre à un pays qui a su ouvrir quelques fenêtres dans notre univers bouché de continuer à chercher sa voie. Il s'agit, enfin, de combler quelque retard dans nos rapports avec l'Amérique latine, trop souvent sous-estimée.

La révolution du Nicaragua marque un tournant dans l'histoire de ce continent. C'est, en effet, à son sujet que pour la première fois l'ensemble des pays du sud du Rio Grande se sont opposés à une intervention militaire des Etats-Unis. Le « rouge et noir » des sandinistes flotte au cœur des hommes et des femmes de là-bas, pour la simple raison qu'il est enfin le symbole de la révolution possible et différente. Il serait bon de le comprendre. ●

Nous sommes tous des non-alignés ...

Le non-alignement ne peut exister que s'il trouve en son sein la force pour inspirer un ordre différent, qui s'oppose aux puissances économiques d'aujourd'hui

PAR LUCIEN PRAIRE

SI l'on en croit les premiers commentaires, le non-alignement ne sort pas renforcé du sommet de La Havane, qui s'est terminé dimanche dernier. Réduit à l'affrontement de deux vedettes ou à la confrontation de deux lignes, le VIe sommet des non-alignés a laissé une impression de confusion, d'hésitation, parfois d'indifférence. Car le mouvement, profondément divisé, confronté à des problèmes chaque jour plus délicats, a quelques difficultés à retrouver son dynamisme — et plus simplement à conserver son unité.

Et pourtant ce mouvement ne cesse de s'étendre ; ce sont maintenant le Nicaragua, l'Iran, le Pakistan, la Bolivie qui font leur entrée dans ce club apparemment si mal défini. Petit à petit, c'est la grande majorité du tiers monde qui va former les non-alignés. Quoi d'étonnant, alors, à constater l'aspect hétéroclite du phénomène ? Ce que représente le mouvement des non-alignés, c'est la réalité même, dans sa diversité, sa complexité, ses contradictions, du tiers monde tout entier. Et demain peut-être plus : déjà l'Espagne ne semble pas indifférente.

Faut-il s'en étonner ? Issu du sommet — essentiellement « afro-asiatique » — de Bandoeng en 1955, le non-alignement s'est présenté, à l'origine, comme le mouvement de la libération nationale. Champion de l'indépendance, il a tout naturellement, dans la période 1955-1965, rassemblé des pays nouvellement indépendants. Cette solidarité de pays qui, pour l'essentiel, sortaient de l'orbite de métropoles diverses ne pouvait que se poursuivre dans la recherche des moyens d'assumer leur jeune souveraineté nationale. C'est donc très logiquement qu'à la recherche de l'indépendance politique a succédé la recherche de l'indépendance économique. Le sommet d'Alger en 1973 a indiqué ce passage, en même temps que l'affirmation tiers-mondiste du mouvement autour du thème de Nouvel Ordre économique international.

Le non-alignement est ainsi passé d'une attitude de refus des blocs à une volonté de proposition afin de se donner les moyens d'assurer un développement indépendant. La question est aujourd'hui de savoir si, ce faisant, il a renié ses conceptions originelles. En d'autres termes, et c'est là tout le débat Castro-Tito : « Peut-on aujourd'hui obtenir les moyens du développement économique sans accepter une certaine forme d'allégeance par rapport à l'une ou l'autre des grandes puissances ? »

La tactique de la déstabilisation

Certains faits inclinent à le penser. Certes, de nombreux pays ont, dans le tiers monde, cherché à affirmer le contrôle de leurs ressources, le choix des voies de leur développement. Mais les multinationales ont développé leurs circuits de production, diversifié leurs implantations, concentré leur pouvoir en même temps que la masse de leur capital. Pour nombre de produits fondamentaux, le pouvoir économique est aujourd'hui plus concentré qu'il y a quinze ans. L'émergence du concept d'arme alimentaire dans la stratégie américaine en est le meilleur exemple. Que les usines se soient multipliées dans le tiers monde n'infirme pas notre hypothèse : la maîtrise globale de la production n'est-elle pas devenue, paradoxalement, plus centralisée à l'échelon mondial ? Qui contrôle aujourd'hui les marchés, les moyens de financement internationaux, sinon en nombre limité de très gros consortiums, d'origine essentiellement américaine ?

Ces moyens confèrent au pouvoir américain la capacité de déstabiliser tout régime qui chercherait la voie d'une authentique indépendance. Faut-il rappeler de nouveau le rôle d'I.t.t. dans la chute du régime d'Allende ?



Sygma

Le secrétaire général Fidel Castro dans l'exercice de ses fonctions.

Les débats autour du Nouvel Ordre économique international, en particulier les échecs successifs des réunions du Conseil des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), ont marqué le refus, par ce pouvoir économique, d'une remise en question de sa domination et de l'organisation économique qu'il contrôle.

On comprend les difficultés des pays du tiers monde à trouver les moyens de leur développement autonome, lorsque l'on constate l'importance considérable qu'atteignent leurs dettes extérieures, en particulier celles contractées auprès des Etats-Unis, seul pays à n'avoir effectué aucune annulation, aucune remise. Et, lorsque l'on découvre que la survie de nombreux régimes dépend du soutien politique et souvent militaire d'un grand « protecteur », on peut se sentir perplexe quant à l'avenir du non-alignement.

C'est là toute la logique développée par Fidel Castro. Pour mesurer le changement intervenu en quelques années, il suffit de rappeler l'émoi causé, il y a six ans, au sommet d'Alger, par la lettre de Brejnev appelant le mouvement à reconnaître l'U.r.s.s. comme solidaire de son action.

Que l'U.r.s.s. se pose en solution alternative à la puissance et à la domination américaines, voilà qui n'est pas neuf depuis les origines de la guerre froide. Ce qui est plus original, c'est le poids des faits qui conduit à ce type de choix, c'est la réalité de l'influence soviétique actuelle dans un tiers monde d'où elle était autrefois à peu près absente. Car l'U.r.s.s. ne se borne pas à aider des mouvements de libération, à appuyer des régimes progressistes. La réalité est loin d'être aussi simple. L'intervention en Ethiopie a, certes, abouti à soutenir des éléments qui avaient renversé le régime féodal et rétrograde du négus, mais elle a aussi, dans les faits, contribué à l'élimination de mouvements progressistes authentiques tels que le Meison. Et le renforcement de l'actuel régime afghan n'est pas facilement assimilable à un développement du socialisme.

Dire que le non-alignement ne trouvera, dans le soutien des pays de l'Est, que les moyens de sa propre survie contre l'impérialisme américain est ainsi abusif. En effet, ce soutien trouve très naturellement sa contrepartie politique, par exemple dans l'appui donné par les tenants de cette thèse à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. En fait, l'influence soviétique se renforce dans le tiers monde, permettant à l'U.r.s.s. de satisfaire en partie ses intérêts de grande puissance. Mais il y a loin de l'influence au partage.

Une question demeure : un pays non développé peut-il aujourd'hui assurer par ses propres forces les moyens de son indépendance, de son développement ? Est-il contraint de se rapprocher de l'un des blocs ? Tous les socialistes attendent, de ce point de vue, avec beaucoup d'attention, les événements que se produiront au Nicaragua. Mais tous les socialistes savent aussi que ce qui n'est pas évident pour un pays pris isolément peut devenir réaliste pour un mouvement uni. L'union fait la force, dit-on !

Et ce n'est pas un hasard si le Nouvel Ordre économique international est un mot d'ordre issu de la volonté collective du tiers monde. C'est en ce sens que le président Tito a raison : le non-alignement, au sens originel, peut encore exister. Mais il ne peut exister que s'il trouve en son sein la force pour imposer un ordre différent, qui s'oppose aux puissances économiques d'aujourd'hui. Est-ce un hasard si cette thèse émane du seul membre du mouvement qui ne soit pas, au sens usuel, un pays du tiers monde ? Faut-il y voir la conscience que, au-delà du tiers monde, des forces existent qui souhaitent aussi le changement ?

Ce problème de non-alignement, qui se pose si loin, ne nous concerne-t-il pas ? L'attitude que prendra la France, celle que prendra l'Europe, sont-elles sans importance pour le tiers monde ? Rappelons-nous aujourd'hui la décolonisation en Angola, l'intervention de l'Afrique du Sud, régime raciste de l'apartheid. Si les pays européens avaient, à l'époque, condamné ladite intervention, s'ils avaient pris fermement position pour une solution purement interne à l'Angola, l'intervention de l'Union soviétique aurait-elle été aussi justifiée aux yeux des masses africaines ? Rappelons aussi la regrettable décision récente de la C.e.e. de suspendre l'aide économique au Vietnam, décision qui ne peut que pousser plus un Vietnam économiquement très affaibli vers l'U.r.s.s.

Le tiers monde, les non-alignés avaient notamment, à Alger, évoqué la question économique. Leurs revendications, clairement défendues par le président Boumediène, sont, plus que jamais, d'actualité. Jusqu'alors, les pays européens n'ont pas répondu à cette attente. Est-ce à dire que les demandes des « 77 » sont contraires à leurs intérêts bien compris ? Nous ne le croyons pas. Au contraire, le développement de nouvelles relations entre l'Europe et le tiers monde est un des éléments de la lutte contre l'actuelle crise économique. Encore faut-il que l'Europe, que le tiers monde ne soient plus prisonniers des grands intérêts multinationaux, ne soient plus un champ d'affrontement des grandes puissances. Et si nous étions tous des non-aligné ? ●

Petites annonces

OFFRES D'EMPLOI

Association de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) recherche un moniteur ou professeur de patinage sur glace.
Adresser candidatures à M. Thill, maire adjoint, en mairie, 93330 Neuilly-sur-Marne.

Région parisienne : office H.l.m. recherche directeur pour gestion et administration. Niveau licence. Références et expérience de gestion souhaitée.
Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Association de prévention « Demain » recherche responsable expérimenté (éducateur de rue), en vue de la formation d'une équipe.
S'adresser à Mme L. Goyer, mairie, 20, rue Rochebrune, 93110 Rosny-sous-Bois. Tél. : 528-90-15.

Commune de l'Essonne, 2 500 habitants, recherche secrétaire général, rédacteur, agent principal ou commis pour poste secrétaire général.
Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Mairie de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), 30 000 habitants, recherche ingénieur T.p.b.t. expérimenté, pour les services techniques de la mairie.
Adresser candidatures et curriculum vitae à M. le Maire, rue Emile-Cossonneau, 93330 Neuilly-sur-Marne.

Issoudun (Indre), 17 000 habitants (sous-préfecture, lycée, collèges, lycée d'enseignement professionnel, desserte par ligne S.n.c.f. Paris-Toulouse), recrute un sous-bibliothécaire à compter du 1er janvier 1980, en vue du transfert et du développement de la bibliothèque municipale.
Adresser candidatures et curriculum vitae à M. le Maire, 36100 Issoudun.

Commune de Guyancourt (Yvelines), 8 000 habitants, recherche par voie de mutation : 1 rédacteur socio-culturel ; 1 rédacteur services financiers ; 1 contremaître ménage-entretien.

Recherche pour conseil général de Seine-et-Marne :
Commis, 1er échelon, indice brut 232, travaux de secrétariat.
Ecrire avec C.v. à J.-P. Fourre, conseil général, 77000 Melun.

Ville d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne) recrute pour les services techniques : 1 rédacteur ayant connaissance du service, sténodactylographe souhaité ; 1 peintre ; 1 jardinier ; 1 menuisier.
Envoyer candidatures et curriculum vitae à M. le Maire, 77330 Ozoir-la-Ferrière.

Commune de Ponthierry (77310) recherche un animateur socio-culturel expérience + Capase ou cours de formation.

Mairie (Val-d'Oise) recrute attaché(e) titulaire, licence en droit ou sciences éco.
Adresser candidatures à M. le Maire, 32, rue de la République, 95400 Villiers-le-Bel.

Recherche directeur des services techniques par promotion. Plusieurs années d'expérience requises. Ville de 28 000 habitants, environs de Paris.
Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOI

Maire petite commune, ex-directeur personnel, animateur associations, 43 ans, formation universitaire, droit, grandes facilités déplacement, recherche missions en rapport.
Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Licencié en droit, chef du service financier communal, cherche emploi cadre communal dans région parisienne. Libre immédiatement.
Philippe Pailler, 9, rue François-Miron, 75004 Paris.

DIVERS

Avis d'appel aux candidatures. Ville d'Epinay-sur-Seine.
Appel d'offres restreint.
Mise en viabilité de la rue du Mont-Gerbault. Montant estimé des travaux : 740 000 F. Les candidats devront fournir leurs références et justifier des moyens techniques nécessaires.
Consultation du dossier : services techniques, 1 ter, rue Quétigny, 93800 Epinay-sur-Seine.
Dossier de candidatures à adresser à M. le Maire d'Epinay-sur-Seine avant le jeudi 20 septembre 1979.

Particulier vend en viager deux têtes (72, 70 ans) beau pavillon en bon état, libre, cinq pièces, cuisine, w.c., garage, cour, jardins potager et fruitier ; le tout sur 1 000 m2. Conviendrait à retraités. S'adresser à Martin Marcel, rue Fontenelle, 41270 Droué.

Les alliés du feu

Dans la guerre contre les incendies le Midi collectionne les défaites. Pourquoi et qui sont les alliés du feu ?

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

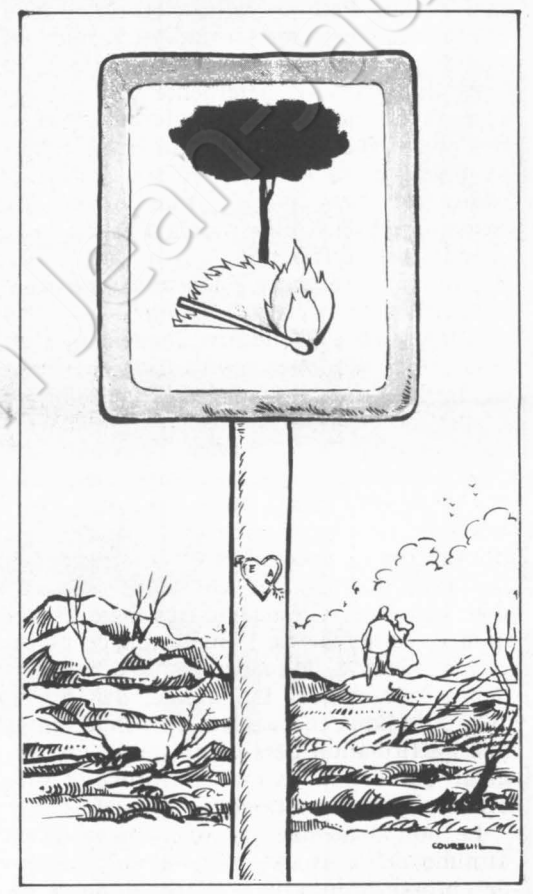
CET été, la Provence a porté les couleurs du feu. Le bilan n'est encore que provisoire. Les chiffres officiels fournis par le ministère de l'Agriculture font état de 32 000 hectares de forêt incendiés depuis le début de l'été jusqu'au 27 août pour la seule région Provence-Côte d'Azur — contre 5 550 hectares l'été dernier. Et cette année deux hommes, des marins-pompiers, sont morts en combattant les incendies des calanques proches de Marseille. « Ne dramatisons pas : le feu est un problème traditionnel dans notre région, estime un ingénieur des services d'aménagement forestier des Bouches-du-Rhône. Il est présent depuis l'Antiquité, en passant par les armées de Charles Quint et du duc de Savoie. On ne parviendra jamais à arrêter complètement les incendies. »

Est-ce à dire qu'il faut se résigner à la fatalité des étés rouges ? Certes, les éléments naturels sont déterminants : la conjonction du mistral et de la sécheresse sera toujours génératrice d'incendies. Et l'évolution sociologique n'arrange rien. Dans l'arrière-pays provençal, les touristes ont remplacé les agriculteurs. L'élevage et l'agriculture de montagne ne sont plus « rentables ». La forêt s'en ressent : ses sous-bois ne sont plus débroussaillés ; personne ne vient ramasser le bois mort ; les chèvres et les moutons, « agents débroussailleurs » de premier ordre, ont déserté la forêt. Les sentiers eux-mêmes sont envahis de ronces... Et une forêt à l'abandon est d'autant plus facilement la proie des flammes. Exemple a contrario : la forêt des Landes, exploitée, rentable, surveillée, donne bien moins de prise au feu. « En Provence, on n'arrivera à rien sans véritable réforme foncière, affirme Georges Benda, ancien conservateur des forêts et membre du groupe Forêt du P.s. Comme la forêt n'est pas rentable, les propriétaires ne l'entretiennent pas, et elle brûle de plus en plus. » Dans la région Provence-Côte d'Azur, 60 % de la superficie forestière est propriété privée... Et le feu ne dérange pas toujours les propriétaires : le meilleur moyen de rentabiliser à court terme, c'est de construire. Or, la majeure partie de la forêt provençale est classée en zone inconstructible. En revanche, on obtient plus facilement un permis de construire en dérogation sur un espace incendié...

« Il est fréquent que les propriétaires eux-mêmes mettent le feu, accuse Sylvie Alvarez, militante C.f.d.t. à l'Office national des forêts. Ne serait-ce que pour payer moins d'impôt foncier : l'imposition des zones boisées est beaucoup plus forte... » Un contexte économique qui se fait lui aussi l'allié du feu. Et c'est dans cette forêt prédisposée à brûler que se baladent, à la période la plus dangereuse, des centaines de milliers d'estivants plus ou moins inconscients du danger d'incendie.



Sygma



Rien à faire ?

Devant une telle convergence de facteurs d'incendie, doit-on en conclure qu'il n'y a rien à faire pour protéger la forêt ? Ce n'est pas l'avis des élus socialistes et républicains des Bouches-du-Rhône, qui viennent de rendre publiques leurs propositions pour une politique de prévention et de lutte contre les incendies de forêts. Ils réclament en particulier une campagne de sensibilisation du public, la mise en place d'un système d'alerte pendant les périodes à haut risque, ainsi que les moyens financiers pour entretenir et débroussailler la forêt. Et, bien entendu, un renforcement du dispositif d'intervention. « Il faut doubler le nombre des Canadair, affirme M. Sama, maire socialiste de la commune de Peynier, dans les Bouches-du-Rhône, appuyant l'une des revendications exprimées par Gaston Defferre devant le ministre de l'Intérieur qui a préféré ne pas répondre.

Mais cela ne suffira pas. Il faut aussi permettre la collaboration des élus et des gens du pays avec les pompiers. Le tiers de ma commune a brûlé pendant l'été. Les pompiers ne voulaient pas nous écouter, alors que nous connaissons le terrain par cœur. Résultat, l'incendie a duré trois jours ! » Dans les Maures, devant la violence des incendies, le plan Orsec a été déclaré. Trop tard. « Il faudrait un plan Orsec préventif, réclame un habitant de La Garde-Freinet. Deux jours avant le désastre — 9 000 hectares brûlés —, il n'y avait aucun sapeur-forestier dans les parages ! »

« Périmètre pilote »

Il est pourtant possible de prévoir les zones et les périodes à haut risque. Les chercheurs de l'I.u.t. « Hygiène et sécurité » de Marseille avaient prévu un été rouge. Scientifiquement : analyse de l'étalement des chutes d'eau, prélèvement du sol et de la végétation, examen de l'aspect des feuilles. « C'était couru. Au premier coup de mistral, cela devait flamber », affirme l'un de ces chercheurs. Mais il a fallu attendre la mi-août — après l'incendie de dizaines de milliers d'hectares — pour que l'on concentre des moyens en hommes et en matériel dans les secteurs névralgiques. Ironie du sort : les milliers d'hectares de forêt incendiés dans les Maures faisaient partie du « périmètre pilote » érigé à titre expérimental par le VIe Plan au titre des actions de protection de la forêt : sept millions de francs avaient été investis pour aménager des coupe-feu, des réserves d'eau et des pistes d'accès... « Heureusement que le mistral s'est arrêté, commente Louis Perrin, secrétaire de l'Association des communes forestières du Var ; sans cela, le feu aurait continué ! »

Rien ne sert, en effet, d'aménager des coupe-feu si on ne les entretient pas : au contraire, la broussaille qui y repousse favorise le feu... Mais le débroussaillage coûte 8 000 F l'hectare. Ni l'Etat, ni les collectivités locales, ni les propriétaires ne veulent s'en charger ! Quant à la surveillance, elle coûterait cher elle aussi. Actuellement, un seul technicien de l'O.n.f. a la responsabilité d'environ 6 000 hectares de forêt. « Pour que la surveillance soit efficace, il ne faudrait pas plus de mille hectares par forestier, estime Jean Cauwet, responsable C.f.d.t. de l'Office national des forêts. Mais il n'est pas question d'embaucher ! »

Autant dire que le mistral a bon dos : le feu, c'est aussi une histoire de gros sous...

Propos paysans

DANS la guerre contre les feux de forêts, le Var, depuis plus de vingt-cinq ans, collectionne les défaites. Nos espaces boisés, les uns après les autres, sont détruits. Les états-majors du S.d.i.s., de l'O.n.f., de la D.d.a. ont adopté une stratégie suicidaire. Les uns préfèrent un litre d'eau à une serpe, les autres condamnent les troupeaux et les feux de sous-bois, de sorte que broussailles, herbes, feuilles sèches s'amoncellent dans nos forêts. Les quelques jours de l'année où le vent et la sécheresse conjuguent leurs effets, dans une fournaise, les tonnes d'eau sont toujours insuffisantes, les hommes, les camions, les avions, les patrouilleurs ne sont jamais assez nombreux. Personne ne peut empêcher le feu de virevolter, de bondir d'une colline à l'autre, de tout dévorer. C'est le vent, et lui seul, qui commande.

Les agriculteurs des Maures savent qu'il ne faut jamais se laisser surprendre par ces trois éléments : vent, sécheresse, broussailles. C'est une erreur fatale. Si l'on ne peut rien sur les deux premiers, on doit employer tous les moyens pour réduire le troisième. Les troupeaux (chèvres et moutons), et surtout l'arme absolue, le feu d'automne, d'hiver, de printemps et de début d'été, mais toujours par temps très calme.

Depuis plus de vingt ans, agriculteurs, éleveurs varois, nous n'avons cessé de dénoncer la politique agricole forestière, qui ne peut que vider les caisses publiques, faire brûler nos forêts, du matériel et des hommes, qui, sous prétexte qu'elle n'est plus compétitive, abandonne notre agriculture sylvo-pastorale, sans se douter qu'elle est irremplaçable. Nous n'avons cessé de prétendre que quelques milliers d'agriculteurs, éleveurs, débroussailleurs, dédommagés pour accomplir une tâche d'intérêt public, pourraient — avec une stratégie diamétralement opposée, avec des coûts moins élevés — préserver sûrement les forêts varoises. Ils présenteraient, d'autre part, l'avantage de s'autofinancer en partie. Cette solution réduirait l'exode rural et le chômage.

Le problème des feux de forêts sera bientôt résolu par la disparition de cette forêt, par la solution la plus onéreuse, la plus désastreuse.

LOUIS PERRIN
Président de la Commission extra-municipale des Forêts de La Garde-Freinet
Secrétaire de l'Association des Communes Forestières du Var

Les trois "grands" à Moscou

Trois chocs au Festival de Moscou. Un italien : "Le Christ s'est arrêté à Eboli", de Francesco Rosi, un américain : "Apocalypse now", de Francis Coppola, et... un soviétique : "Stalker", d'Andrei Tarkovski

PAR SERGE RICHARD

De notre envoyé spécial à Moscou.

UN festival, et c'est heureux, ne se réduit pas aux « événements » qui peuvent l'émailler. De ce point de vue, le XIe Festival international qui vient de s'achever à Moscou valait largement, comme d'habitude, par la présentation d'une production « courante » qu'il nous est impossible de voir en Occident : celle du tiers monde. Ajouté à la discrétion de l'environnement commercial, omniprésent dans trop d'autres manifestations internationales, c'est là un atout majeur du festival moscovite. « Evénements » il y eut, pourtant, au nombre de trois : l'un (italien), dans la compétition officielle ; les deux autres (soviétique et américain), en marge de celle-ci. Comme par hasard, trois des « grands » pays cinématographiques, sinon les trois grands...

Le choc américain, c'était évidemment le film-événement par excellence : « Apocalypse now » : on imagine avec quelle passion la capitale soviétique a accueilli Francis Coppola, venu lui-même présenter cet époustouflant opéra dont nous aurons à reparler bientôt à l'occasion de sa sortie française.

Quelle force superbe !

Le deuxième événement, le palmarès final en a rendu compte partiellement en lui décernant l'un des trois « prix d'or » ex aequo : « Le Christ s'est arrêté à Eboli », de Francesco Rosi, nous a paru nettement dominer la compétition officielle. Certes, il n'y aurait nullement à rougir d'être classé simplement au niveau d'un colauréat comme Juan Bardem. Mais le jury semble avoir voulu couronner plus la totalité de l'œuvre du réalisateur espagnol que ce « Sept Jours de janvier » : le traitement cinématographique que Bardem a réservé à son récit de la fameuse provocation fasciste (meurtre des avocats) de 1977, en Espagne, n'a pas convaincu tout le monde. Mais peut-être le plus important pour Bardem était-il de pouvoir mettre à la disposition de ses concitoyens cette « arme de lutte contre la restauration du fascisme en Espagne », selon sa propre expression ? En ce cas, la bombe au plastic qui a gravement endommagé l'une des salles madrilènes projetant « Sept Jours de janvier » vaut toutes les palmes d'or...

Mais Rosi, quand même, au-dessus du lot. Lui aussi nous a confié qu'il avait voulu faire un film « de nos jours », à travers cette adaptation du roman autobiographique de Carlo Levi.

On se souvient du récit de cet intellectuel antifasciste exilé par Mussolini dans un village du Mezzogiorno et y découvrant la réalité quotidienne de la misère, de l'ignorance, de la superstition, de l'exploitation, mais aussi de la chaleur humaine des paysans de Lucanie. Tout cela, Rosi — et Gian Maria Volonte — l'a merveilleusement rendu. Ce n'est pas le premier de ses films ? Soit. Un « chouya » de didactisme en trop ? Bon. Mais quelle force superbe dans cette évocation d'un « juste », ou dans ces portraits de paysans, ou encore dans ce tableau impitoyable du défilé martial des fascistes avec leur refrain grotesque sur les belles Abyssiniennes qu'ils vont aller conquérir...

Sans l'avoir voulu, le grand réalisateur italien offrait ainsi un beau cours magistral sur le thème : « comment éviter la pommade dithyrambique, dès lors qu'on présente un personnage considéré comme un héros ». Et l'on sait que l'apologie sans nuances du « héros positif » a longtemps empoisonné le cinéma — l'art, en général — de nombre de pays participant au Festival de Moscou. Or, si ce défaut demeure présent dans diverses productions du tiers monde, qui peuvent de toute façon échapper bientôt à pareille maladie infantile, ailleurs quelque chose a changé de ce point de vue.

Traditionnellement guettées par les dangers du panégyrique des grands hommes et des militants d'élite, les cinématographies des pays communistes semblent avoir toutes dépassé l'obstacle — les plus médiocres, comme la bulgare (« la Barrière ») ou, hélas, la tchécoslovaque (« le Jeune Homme et la baleine blanche »), péchant par autre chose, c'est-à-dire par la futilité et le superficiel.

Fini, donc, le « héros positif ». Ce n'est nullement lui qu'on trouve dans le film représentant la Pologne, « le Cinéphile » (le troisième des grands prix ex aequo récompense cette œuvre d'un des jeunes les plus doués, paraît-il, de la nouvelle génération de Varsovie : Christophe Kislowski) ; mais un simple petit commis-voyageur poussé par les événements à devenir cinéaste... De même est-ce avec un méritoire esprit critique que « Portrait de Teresa » (Pastor Vega) aborde la question de la place de la femme dans la société cubaine.

Non-conformisme, surtout, chez les Hongrois dont « la Forteresse » traite un thème à la « Mondwest » : de riches oisifs paient pour jouer à la « vraie » guerre, quarante-huit heures durant, à balles réelles contre des mercenaires expérimentés. Le jeu tourne mal... ou trop bien du point de vue d'une société hiérarchisée et militarisée,

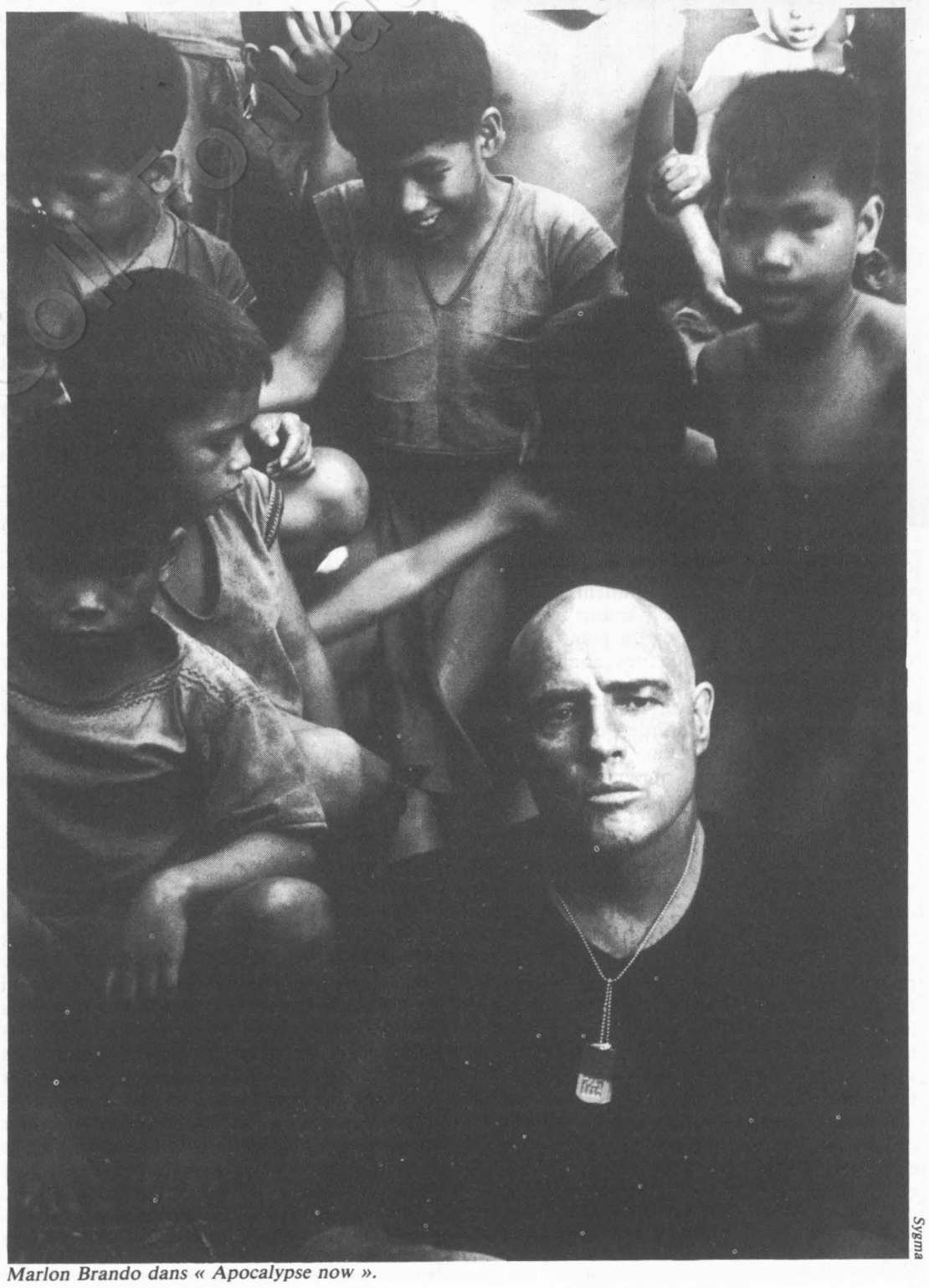


Sygma

« Le Christ s'est arrêté à Eboli ».



Le poète Evguéni Evtouchenko dans « l'Envol ».



Sygma

Marlon Brando dans « Apocalypse now ».

jamais en retard — comme dans « Dossier 51 » — pour « récupérer » tout et tout le monde. Fable cruelle, sans personnage un tant soit peu sympathique, où le réalisateur Miklos Szinetar et le superbe scénariste Gyula Hernadi (tous les scripts de Jancso) font affleurer le sadisme, l'agressivité, l'irrationnel, mais aussi les terrifiantes traductions que ces instincts individuels peuvent prendre collectivement pour peu qu'un groupe, une société, un Etat veuillent les exploiter — les auteurs de « la Forteresse » faisant semblant de se rassurer en situant leur histoire dans un pays occidental (indéterminé)...

Dur, noir, fascinant

Quant au film est-allemand « Anton le magicien » (Günter Reisch), il prend carrément comme personnage principal un individu tout ce qu'il y a de négatif, ivrogne, ricaneur et combinard... mais n'arrive pas à le rendre franchement antipathique. Il y a donc quelque ambiguïté, peut-être, dans le succès que rencontre en R.d.a. cet



Le Cinéphile ».



« Sibériade ».

« Anton » plein d'histoires de truandages sur les heures supplémentaires et sur les pièces de rechange, d'argent qu'on va cacher à Berlin-Ouest, de combines montées entre petits malins de divers Etats du Comecon, de sarcasmes sur la qualité des tracteurs offerts par le grand pays frère... L'apothéose de l'anti-héros rigolard.

Même les Soviétiques n'osent plus faire dans le dithyrambe alors même que « l'Envol » (Savva Koulich) est destiné à célébrer la vie tragique de Tsiolkovski, génial théoricien cosmonautique du début du siècle en Russie : œuvre finalement assez amère et pessimiste — même si la fin est une « pré-vision » de la conquête spatiale — sur l'incompréhension bureaucratique, le dogmatisme, le sectarisme intellectuel... Il serait dommage de ramener les qualités de « l'Envol » à cette curiosité qu'est l'interprétation du rôle principal par le poète Evguéni Evtouchenko.

Le meilleur du cinéma soviétique actuel, cependant, c'est en marge du Festival qu'il s'offrait, et c'est lui — si la société Audiphone et le cinéma Cosmos parviennent à leurs fins — qu'on verra à Paris dans les prochains mois. Comme « Plusieurs Interviews sur des problèmes privés », de la Géorgienne Lana Gogoberidze. Ou encore « Sibériade », d'Andrei Mikhalkov-Kontchalovski : ce film-poème de l'auteur du « Premier Maître » (première révolte contre le « héros positif »), même s'il déçoit un peu au regard de la richesse du thème, n'en offre pas moins, à travers son évocation de plusieurs générations de villageois sibériens et quelques hardiesses politiques discrètes, plusieurs beaux morceaux de cinéma.

En mineur, c'est aussi le cas de deux des auteurs soviétiques les plus tendres, les plus sensibles : le Géorgien Georges Danelia avec « Marathon d'automne », ou la course quotidienne contre le temps qui coule et s'en va ; Nikita Mikhalkov, dont « Cinq Soirées » tient brillamment les promesses de « l'Esclave de l'amour » et de « Partition inachevée pour un piano mécanique ». C'est la ballade des années cinquante moscovites traitée en comédie douce-amère, où le passé des personnages continue en eux à fabriquer du présent. Tout cela ne débouchant brusquement hors du noïr et blanc que pour l'ultime séquence, un long regard circulaire sur l'appartement en couleurs de naissance du monde.

Et puis surtout, surtout, troisième événement du festival de Moscou, l'auteur d'« Andrei Roubliov » (1), de « Solaris » et du « Miroir », Andrei Tarkovski a terminé son nouveau film : « Stalker ». Sous prétexte d'adapter un roman de science-fiction, c'est une fantastique parabole sur le bonheur, racontée à coups d'images liquides, de bouillonnements d'eau, de végétations étranges, de minéraux rongés. C'est noir, c'est dur, c'est fascinant, c'est une œuvre immense que pouvait seul nous donner cet inimitable poète de l'image et à coup sûr le plus grand, avec Paradjanov, des auteurs soviétiques. ●

(1) On redonne actuellement à Paris ce film qui a révélé Tarkovski.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

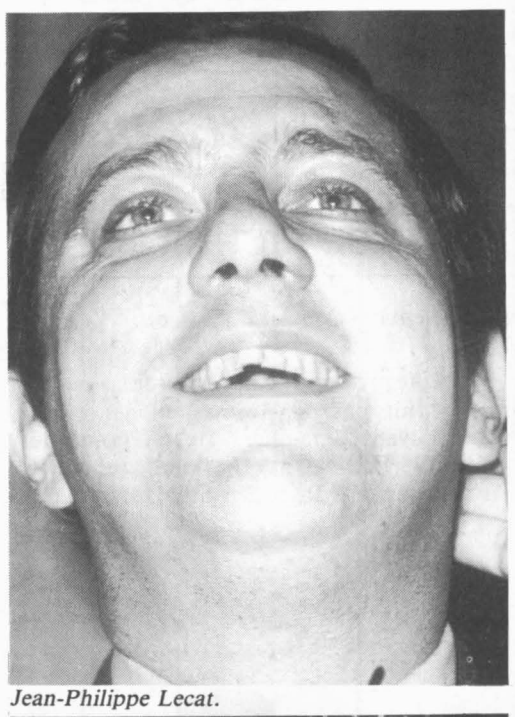
Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

de 23,50 à 28 F (T.T.C. départ)
Prix pour comités et collectivités

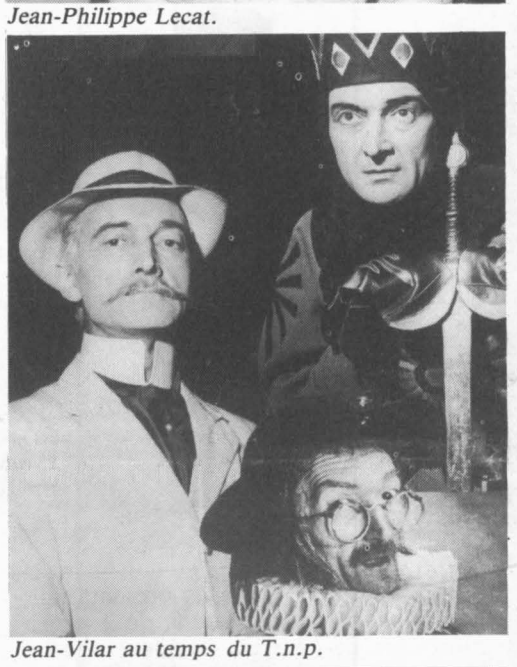
Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

Vous avez dit dépassé !

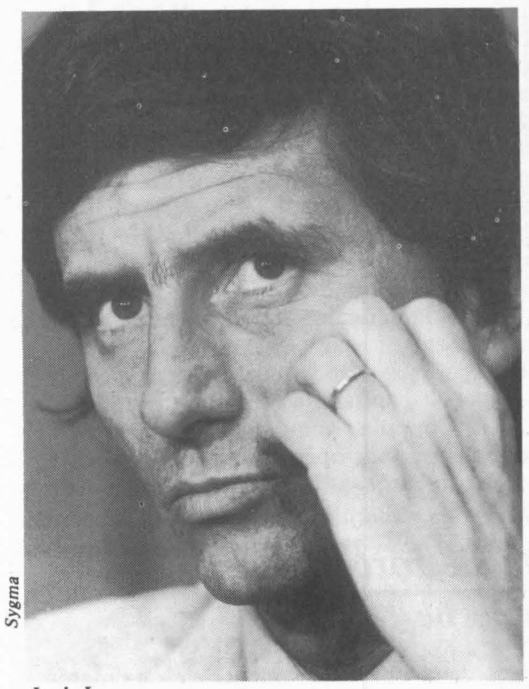
PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



Jean-Philippe Lecat.



Jean-Vilar au temps du T.n.p.



Sygma

Jack Lang.

JUILLET 1959 : de Gaulle appelle Malraux au ministère de la Culture. Juin 1979 : un certain Jean-Philippe Lecat, ci-devant porte-parole de l'Elysée et depuis quelque temps habillé en « ministre de la Culture et de la Communication » par son maître, décrète publiquement que « la décentralisation culturelle est une idée dépassée ». Ce qui est une manière à peine élégante d'envoyer l'auteur de « la Condition humaine » croupir dans les poubelles de l'Histoire. Ce qui constitue surtout une façon tout à fait claire de proclamer que le libéralisme avancé de « Bonsoir - Badabe - Bonsoir - Badeboiselle - Bonsoir - Bonsieur » n'assumera plus l'héritage culturel du gaullisme. Où d'aucuns ne verraient volontiers que le dernier avatar des querelles intestines qui opposent entre eux les coquins au pouvoir, force nous est de faire un constat plus grave : en sonnant le glas de Malraux, c'est tout le développement culturel du pays que Lecat arrête tout à coup.

Jack Lang a écrit quelque part que Lecat « échappe à la grossière inculture de la classe dirigeante ». Il n'est donc pas bête. Le metteur en scène Antoine Vitez le constatait il y a quelques mois : « Nos ministres ne sont pas méchants, ils nous veulent même du bien, ils font de leur mieux... » Lecat ne serait donc pas méchant non plus. Ni bête ni méchant. Alors ? Et s'il était rusé ? S'il savait parfaitement où il veut en venir ?

Il y a, en effet, une grande cohérence entre les actes et les déclarations de ce ministre. D'un côté, il décide que la décentralisation est « dépassée », de l'autre il organise sa décimation systématique en supprimant des subventions ici, en les diminuant là, en refusant partout de les augmenter en tenant compte de la hausse du coût de la vie. Ses choix budgétaires tuent autant que ses paroles. Lecat est un ministre qui fait ce qu'il dit. Apparemment, du moins.

La « décentralisation » est une idée née du Front populaire, reprise par Jeanne Laurent pour faire nommer Jean Vilar à la tête du T.n.p., et récupérée par Malraux pour donner de l'épaisseur et de la théorie à son rêve de faire construire cent maisons de la culture en France. L'idée était simple : « on » n'attendrait plus que la manne arrive de Paris, « on » implanterait dans les provinces des équipes de création et d'animation auxquelles « on » donnerait les moyens de convaincre et de durer. « On », c'est-à-dire l'Etat, c'est-à-dire vous et moi, nous tous qui payons des impôts. Mais voilà que les quelques-uns qui ont confisqué l'Etat décident, sans nous consulter, qu'« on » ne donnera plus les moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'action culturelle. Alors le ministre de la Culture met en théorie le saupoudrage : quelques expériences suffisent, on les fera tourner au maximum ! La ficelle est grosse, mais efficace : la diffusion remplace l'implantation, l'Etat n'a plus à soutenir financièrement d'opérations à long terme. Si les collectivités locales veulent maintenir des implantations, qu'elles se les payent ! L'Etat se désengage. « Badabe-Badeboiselle-Bonsieur » est content : Lecat est un ministre obéissant et utile.

C'était l'hypothèse : Lecat est un ministre rusé, qui maîtrise parfaitement la situation dans laquelle il se trouve. Il en est une autre : Lecat est un ministre paumé, qui écope comme il peut un bateau qui prend l'eau de toute part. Il serait fastidieux d'énumérer les brèches : l'éclatement de l'O.r.t.f. et l'insipidité des programmes qui s'est ensuivie ; le démantèlement de la S.f.p. ; la disparition de dizaines d'équipes de théâtre ; le « statut social » des artistes promis par le président... qui se traduit par une queue de chômeurs de plus en plus longue devant les agences nationales pour l'emploi ; la disparition des programmes de Radio-France international ; le cinéma français qui ne fait plus recette en France et ne se vend plus à l'étranger ; la libération du prix des livres qui va entraîner la mort des petits libraires, des petits éditeurs et des petits genres littéraires ; la reprise en main du C.n.r.s. qui n'aidera en rien à rattraper le retard pris par la recherche scientifique française ; pas un mot sur la culture dans le rapport sur les options du VIIIe Plan ; l'essentiel du budget de la Culture désormais consacré au patrimoine (notamment à l'installation des musées d'Orsay et de La Villette, initiatives personnelles et autocrates de « Badabe-Badeboiselle-Bonsieur ») ; etc.

C'est plus qu'une hypothèse, c'est une réalité : le ministère de la Culture est un bâtiment en perdition. Que Lecat reste stoïquement sur le pont ne change rien : il n'a pas les moyens d'empêcher le naufrage. Alors, de temps en temps, il fait n'importe quoi, et puis il explique, après coup, pourquoi il l'a fait. On croit donc qu'il fait ce qu'il dit. En vérité, il se contente de dire qu'il a fait. Petit tour de passe-passe qui ne réussit pas à cacher le drame qu'il vit : Jean-Philippe Lecat est un ministre dépassé. ●

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

MATISSE CHEZ MATISSE

Depuis 1963, date de son ouverture, le musée Matisse de Cimiez (Nice) présentait au public un itinéraire très étudié de l'art d'Henri Matisse ; à travers sa peinture, ses livres illustrés et ses objets personnels.

Cette collection vient de s'enrichir des dons d'un de ses fils : la donation Jean-Matisse, qui fait entrer la sculpture du grand peintre dans ce musée. La quasi-totalité de l'œuvre sculpté de Matisse se trouve désormais rassemblée à Cimiez.

LA S.F.P. EMBAUCHE !

Sur la seule période juin-juillet-août, la S.f.p. a mis en chantier pour le compte de T.f. 1 quelque quatorze dramatiques. Dans le même temps, la même chaîne a passé commande d'une quinzaine de retransmissions musicales et lyriques. Seize dramatiques ou feuilletons sont en cours de fabrication pour Antenne 2.

Si l'on ajoute à tout cela les retransmissions sportives, les documentaires et les éditions de 13 heures des deux chaînes ; la S.f.p. a du pain sur la planche. Elle en a tellement qu'elle est obligée d'embaucher des assistants-réalisateurs, des opérateurs de prises de vue, des ingénieurs du son et des machinistes. Tous gens à qui Antoine de Clermont-Tonnerre, le P.d.g. de la S.f.p., avait envoyé une lettre de licenciement ces derniers mois.

Une situation absurde que les syndicats du personnel avait prévue et annoncée pendant la grève du printemps dernier.

DE LA CHANSON DANS L'AIR

On n'avait jamais entendu cela sur aucune radio française : une émission quotidienne d'une heure où l'on n'écoute que la « nouvelle chanson française » ; une émission sans tubes américains, sans hits anglais ; une émission où l'on ne passe que Bernard Lavilliers, Catherine Ribeiro, Yvan Dautin et toute la jeune génération de la jeune chanson d'expression française.

Cette émission n'est pas un mirage. Elle a tenu tout l'été sur France-Inter ; de 18 à 19 heures ; « Y a d'la chanson dans l'air », de Jean-Louis Foulquier et Carole Pither. Elle fera tout un après-midi non-stop sur France-Inter, le 19 septembre de 14 à 19 heures, en direct du Salon de la Musique au Parc floral de Vincennes. Seront présents : Gotainer, Andrée Simons, Imago, Michel Buhler, Françoise-Marie Vigne, Gilbert Lafaille, Aram, Catherine Lara, Louis Chedid, Jean-Michel Caradec, Isabelle Mayereau, William Sheller, Renaud, François Béranger, Yvan Dautin, Philippe Chatel et Francis Cabrel.

Et ce ne sera pas un chant du cygne ! « Y a d'la chanson dans l'air » aura sa place dans la nouvelle grille de France-Inter : de 23 heures à une heure du matin.

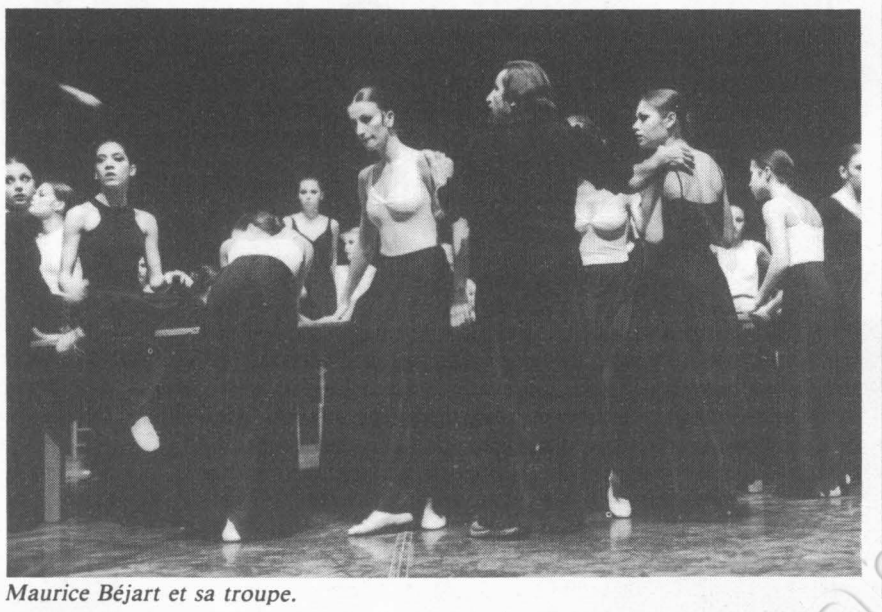
UNE GIFLE POUR JANE

Le gouverneur démocrate de Californie, Edmund J. Brown, avait décidé de nommer Jane Fonda à la tête de la commission des Arts de l'Etat. Le Sénat californien a rejeté cette nomination par vingt-huit voix contre cinq.

Explication de ce vote dans la bouche du républicain Robert Nimmo : Jane Fonda aurait « commis un acte de trahison » en prenant position contre la guerre du Vietnam ! Le maccarthysme a décidément la vie dure...

BEJART... DANS DEUX ANS

Maurice Béjart l'a confirmé : il assurera bien la direction de l'école de danse qui s'ouvrira au palais de Chaillot... en septembre 1981. Dans deux ans seulement, donc. Mais il n'a pas annoncé l'installation de sa troupe, le Ballet du vingtième siècle, à Paris.

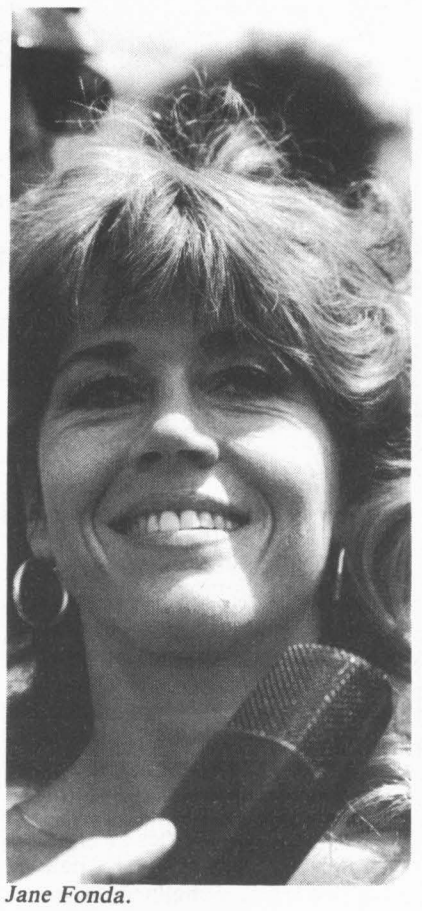


Maurice Béjart et sa troupe.

Sa prochaine chorégraphie, « Illuminations », d'après des poèmes d'Arthur Rimbaud, sera présentée en Belgique, en Egypte et à Monte-Carlo. Mais il faudra attendre mars 1980 pour voir Béjart en France : à Beaubourg, où il créera un spectacle de théâtre musical qu'il a écrit lui-même.

UN MUSEE POUR RENE CHAR

La municipalité de Carpentras vient d'acquérir un hôtel particulier du XVIIe siècle au cœur de la cité. Elle a décidé d'y installer un « Fonds René-Char ». Ce musée ne sera pas consacré à la seule poésie de l'écrivain, mais aussi à son univers. Il rassemblera donc les œuvres des « frères de lumière » de René Char, des peintres, des sculpteurs, des hommes de théâtre et des musiciens avec qui il a travaillé ou dont il a partagé l'aventure.



Jane Fonda.

Belle initiative : en saluant un enfant du Luberon, la ville de Carpentras dote la Provence d'un nouveau carrefour de l'art et de la pensée.

QUE LES MAIRES CENSURENT!

Il y a peu, les ministres de la Culture de la Ve République avaient une certaine forme de courage : ils interdisaient eux-mêmes tel ou tel film. Qu'on se rappelle Malraux et l'affaire de « la Religieuse »... Aujourd'hui, le libéralisme giscardien s'en lave les mains : il demande à d'autres de faire le sale boulot.

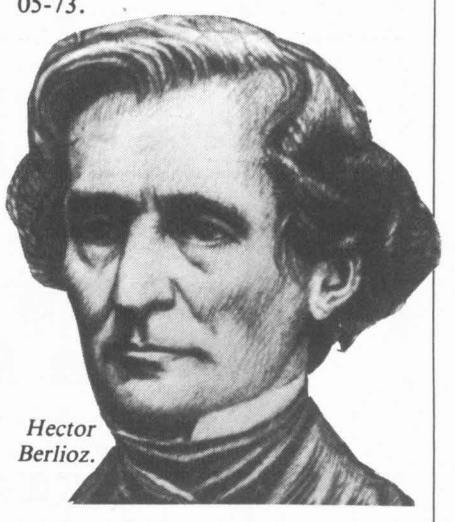
C'est ainsi que dans la circulaire n° 79 284, datée du 16 juillet 1979, le ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, « tient à rappeler » à tous les maires de France qu'ils ont compétence pour réglementer ou interdire les projections cinématographiques dans leur commune. Autrement dit : que les maires censurent... afin que le Pouvoir puisse se faire une belle réputation sans risques.

SALUT BERLIOZ !

Lyon ouvre la saison musicale 1979-1980 par un Festival international Hector-Berlioz, du 17 au 22 septembre. Presque tout Berlioz en cinq jours dans l'agglomération lyonnaise ; à La Part-Dieu et à l'auditorium Maurice-Ravel, ainsi qu'à La Côte-Saint-André, dans l'Isère (maison natale et église Saint-André).

Au programme, entre autres : « la Grande Symphonie funèbre et dramatique » ; « la Symphonie fantastique » ; « Lélio » ; « Roméo et Juliette » ; des pièces inédites pour orgue, guitare et chant ; et « Berlioz raconté aux grandes personnes par les enfants ».

Tous renseignements au (78).71-05-73.



Hector Berlioz.

ORGUE EN PICARDIE

C'est une jeune tradition : le Festival des cathédrales en Picardie s'annonce toujours à la veille de l'automne. Pour sa cinquième édition, la manifestation affiche : une exposition de « Jouets d'antan » à Saint-Leu-d'Esserent, dans l'Oise (du 15 au 30 septembre), les Heures médiévales de Laon (jusqu'au 23 septembre) et, surtout, une vingtaine de concerts d'orgue.

Ils seront donnés du 14 septembre au 28 octobre dans des villes de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise : Amiens, Beauvais, Abbeville, Aubenton, Pierrefonds, Long, Senlis, Saint-Quentin, Albert, Airaines, Soissons, Péronne, Saint-Riquier, Compiègne, Doullens et Château-Thierry.

RENTRÉE/RENTRÉES

Rentrée donc. Rentrées serait d'ailleurs plus exact, car les remises en route de la vie artistique et culturelle se font à des rythmes différents selon les secteurs. On sait déjà à peu près tout du côté des éditeurs et du théâtre. On commence seulement à entrevoir ce que sera la saison 1979-1980 chez les musiciens et les chanteurs.

En rayons, en vitrine

La rentrée éditoriale est d'abord littéraire. Septembre est le mois des romans. Ou plutôt des nouveaux romanciers, les auteurs chevronnés préférant habituellement des périodes plus paisibles. Cette année, pourtant, quelques signatures des plus cotées n'ont pas hésité à se jeter dans la barre avant même l'automne. Des écrivains de langue française, d'abord : Simone de Beauvoir avec « Primauté du spirituel » (Gallimard), Simone Schwartz-Bart avec « Ti Jean et l'horizon » (le Seuil), Jeanne Champion avec « les Frères Montaurian » (Grasset), Pascal Lainé avec « l'Eau des miroirs » (Mercure de France), Antonine Maillet avec « Pélagie-la-Charrette » (Grasset), Yves Navarre avec « le Temps voulu » (Flammarion), Pierre Bourgeade avec « le Camp » (Gallimard), Nella Bielski avec « Deux Oranges pour le fils d'Alexandre Lévy » (Mercure de France), Lucien Bodard avec « la Duchesse » (Grasset), Pierre-Jean Rémy avec « Cordelia ou l'Angleterre » (Gallimard), Agustin Gomez-Arcos avec « Pré-papa » (Stock), Cavanna avec « les Ruskoffs » (Belfond), Rafaël Pividal avec « le Pré joli » (Balland) et Ignès Cagnati avec « Mose, le lézard qui pleurait » (Denoël).

Des romans étrangers sont également en piste, déjà en vitrine : « les Enfants de la violence », de Doris Lessing (Albin Michel), « Vanité du Duluoz », de Jack Kerouac (Bourgois), « le Cavalier insomniaque », de Manuel Scorza (Belfond), « Récit d'un naufrage », de Gabriel Garcia Marquez (Grasset), « Un jour de plaisir », d'Isaac B. Singer (Stock), « la Harpe et l'Ombre », d'Alejo Carpentier (Gallimard), et « Terra Nostra » de Carlos Fuentès (Gallimard).



« La Mère confidente ».

Reste néanmoins un peu de place sur les rayons pour de jeunes romanciers ou quelques nouveaux venus dans le domaine romanesque. Certains de ces ouvrages peuvent nous valoir de bonnes surprises : « Odette Genonceau », de Jean-Jacques Brochier (la Table ronde), « la Photo de classe », de Jean-Pierre Enard (Grasset), « les Seigneurs du Ponant », de Muriel Cerf (Mercure de France), « Affaires étrangères », de Jean-Marc Roberts (le Seuil), « l'Homme d'intérieur », de Gérard Pussey (Denoël), « les Chemins du printemps », de Pierre Daix (Grasset), et « Les héros meurent un jour », de Philippe Gavi (les Editions des autres).

En scène

Frappons les trois coups. Tirons le rideau. Il y a déjà du monde en scène. Du moins à Paris. Le Gymnase Marie-Bell accueille, depuis le 11 septembre, la dernière mise en scène de Roger Planchon : « No man's land », de Harold Pinter. Ce vendredi 14 septembre, au théâtre Montparnasse commencent « les Parapluies de Cherbourg », l'œuvre de Jacques Demy adaptée pour les planches. A l'affiche du théâtre de la Potinière, une des réussites provinciales de la dernière saison : « la Mère confidente », de Marivaux, montée par Caroline Huppert (jusqu'au 21 octobre). A l'Odéon, on reprend un des grands travaux de l'éblouissant Giorgio Strehler : « la Trilogie de la villégiature » (du 18 septembre au 12 octobre). Il faudra attendre le 5 octobre pour voir aux Bouffes du Nord le dernier spectacle de Peter Brook : « l'Os » et « la Conférence des oiseaux ». Mais, dès le 25 septembre, le théâtre de la Porte-Saint-Martin présente les quatre Molière mis en scène par Antoine Vitez : « le Misanthrope », « Tartuffe », « l'Ecole des femmes » et « Don Juan » (jusqu'au 1er décembre).

En banlieue, c'est le théâtre de la Tempête, à la Cartoucherie de Vincennes, qui ouvre le premier ses portes, avec « Déménagement » d'Anne-Marie Kraemer (du 18 au 28 octobre). Ensuite, les Tréteaux du Midi viendront jouer « la Résistible Ascension d'Arturo Ui », de Bertolt Brecht, au théâtre de Boulogne-Billancourt (à partir du 5 octobre), et Jacques Lasalle s'attaquera aux « Fausses Confidences » de Marivaux au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis (du 9 octobre au 18 novembre).

En province, Grenoble annonce « les Cannibales », de et par Georges Lavaudant (à partir du 18 octobre). Saint-Etienne « Cache ta joie », la première pièce de Jean-Patrick Manchette (à partir du 8 novembre). Nice « Un balcon sur les Andes » d'Eduardo Manet (à partir du 6 novembre). Mais l'événement se produira incontestablement au T.n.p. de Villeurbanne : Planchon y accueillera en octobre le nouveau spectacle de Bob Wilson, « Edison ».

(à suivre)

Le coup de poing de Marek

Peintre et écrivain, Marek Halter, qui a toujours cru davantage à la force du verbe et des signes qu'à celle des bombes, envoie avec son dernier roman "la Vie incertaine de Marco Mahler" un formidable coup de poing à la face de la dictature argentine

PAR CLAUDE ESTIER

Sygma

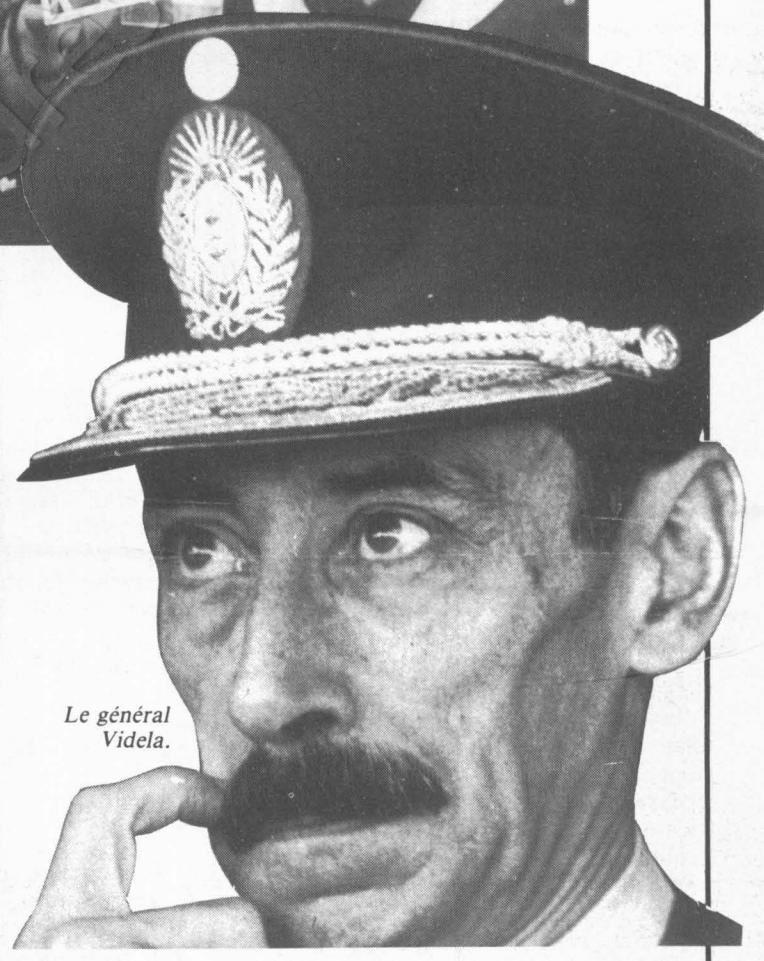


Les « Folles de Mai » défilant à Buenos Aires en réclamant un fils, un frère, un mari « disparus ».



Viva

Marek Halter.



Le général Videla.

PEINTRE de renommée internationale depuis déjà un quart de siècle et de plus en plus apprécié, au sens propre du terme, Marek Halter s'était révélé comme écrivain au grand public, il y a deux ans, avec « le Fou et les rois » (Albin Michel), aussitôt couronné par les journalistes du prix « Aujourd'hui ». Livre émouvant, né de la passion de l'auteur — on pourrait dire de son obsession — pour la réconciliation des Israéliens et des Arabes. Ceux qui ont eu l'occasion de suivre ses tribulations, et quelquefois de les partager, avaient accueilli cet ouvrage comme un témoignage, celui d'un pionnier à qui il fallait sans doute quelque grain de folie pour jouer les intermédiaires entre Tel-Aviv, Le Caire, Beyrouth et les camps palestiniens, à une époque où l'on n'imaginait guère que le Premier ministre d'Israël et le chef de l'Etat égyptien se rendraient mutuellement visite sous les acclamations de leurs peuples.

Avec son deuxième livre, qui sort cette semaine en librairie, « la Vie incertaine de Marco Mahler » (même éditeur), Marek Halter crée une autre forme de surprise. Je dirai même qu'il surprendra deux fois ceux qui ne le connaissaient pas encore tout à fait.

Il était aisé de comprendre que le Proche-Orient, ses fièvres et ses contradictions tiennent au cœur de cet intellectuel juif profondément marqué par son enfance dans le ghetto de Varsovie. Il s'en était clairement expliqué dans « le Fou et les rois », et j'ai été frappé de retrouver un récit très semblable, avec le même talent de narration, dans un autre livre lu cet été : « le Sang de l'espoir », de Samuel Pisar (Robert Laffont). On savait peut-être moins, sauf pour l'avoir déjà entendu de sa bouche, que Marek était également engagé depuis longtemps dans un périlleux combat pour les droits de l'homme en Amérique latine, et spécialement en Argentine.

Trois voyages

La deuxième surprise est que, s'il a intitulé « roman » ce qui est, de toute évidence, un récit autobiographique — le personnage de Marek Halter transparaît très vite sous le masque de Marco Mahler —, ces 350 pages se lisent effectivement comme un roman, le roman d'une aventure tragique, hélas réelle ; et l'on demeure, en refermant le livre, bouleversé par son actualité : le jour même où je l'achevais, les journaux annonçaient que la commission d'enquête sur les droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains venait d'arriver à Buenos Aires, tandis qu'à Paris, où depuis des mois un cortège silencieux défile chaque semaine devant l'ambassade d'Argentine, une pétition portant quatre mille signatures y a été remise pour réclamer des nouvelles des « disparus » et protester contre la dernière trouvaille du général-dictateur Videla : la loi permettant de déclarer morte toute personne qui n'aurait pas donné signe de vie au terme d'un délai de quatre-vingt-dix jours.

Ce n'est pourtant pas d'aujourd'hui que Marek Halter s'est mobilisé pour l'Argentine. Son premier voyage à Buenos Aires, c'est la première des trois parties — trois voyages — de son « roman », date de janvier 1953. Peron est encore au pouvoir, un an après la mort de son épouse Evita dont on voit partout les portraits et à laquelle les plus pauvres continuent à vouer un véritable culte. Marek a alors vingt ans. Il a été invité à exposer ses toiles dans une grande galerie de la capitale. Il est accueilli avec tous les honneurs. Peron lui-même viendra visiter son exposition et le recevra en audience privée. Mais il rencontrera aussi de jeunes révolutionnaires qui luttent, parfois avec des bombes, contre cette dictature ambiguë qui se veut populaire mais laisse échapper de partout des relents de fascisme. Peron s'en explique lui-même devant Marek dans cet aveu inédit :

« On a dit que j'avais eu des sympathies pour le nazisme. C'est faux. J'avais de l'admiration pour le fascisme italien, ce qui n'est pas la même chose. J'étais en Italie en 1937. A ce moment-là, l'Italie construisait un socialisme national. Certes, les moyens n'étaient peut-être pas les bons, je n'ai pas à en juger ici, mais l'essentiel était que, dans un monde partagé entre les impérialismes, quelqu'un osait dire : « Nous ne sommes ni avec les uns ni avec les autres. Nous sommes socialistes, mais des socialistes nationaux... » Je souhaite que l'Argentine s'engage sur cette troisième voie, entre le socialisme soviétique et le capitalisme yankee. En ce qui concerne le nazisme, je n'ai jamais pu avoir de sympathie pour un régime qui devait massacrer pour s'imposer... Ma politique est simple. Il y a des gens que l'on gouverne par l'exemple et la persuasion, et d'autres par la police et la répression. Quand vous êtes capables de gouverner les neuf dixièmes du peuple par la persuasion et le dernier dixième par la police, vous avez réussi. Mais, si vous devez tenir quatre-vingt-dix pour cent de la population par la police, vous avez échoué. »

Il témoigne, il crie

Peron avait-il réussi ou échoué ? Il quittera le pouvoir un an plus tard, pour y revenir en 1973, après dix-huit ans d'exil ! Le second voyage de Marek Halter — pardon : de Marco Mahler — à Buenos Aires se situe en avril 1974. Devant un autre portrait de Peron, cette fois avec sa seconde femme, « Isabelita », il interroge un ami :

« Comment s'est passé son retour ?

— Tu sais, la situation était si désastreuse qu'il fallait faire quelque chose... Il y avait trois millions de personnes à Ezeiza pour son arrivée ! On aime toujours Peron en Argentine.

— Il y a eu des morts.

— Cent cinquante. On a dit que ce sont des Français qui ont tiré dans la foule, des tueurs de l'O.a.s. payés par des péronistes de droite pour faire peur aux péronistes de gauche. »

Dans cette guerre interne, les « péronistes de droite », encadrés aussi par d'anciens nazis, mènent le jeu. Les enlèvements, les assassinats, les disparitions se multiplient. A peine arrivé, Marek est témoin d'une scène, hélas devenue banale à force d'être quotidienne :

« Des cris me réveillent. Le temps de comprendre que je suis à Buenos Aires, je vais à la fenêtre. Trois hommes armés de mitraillettes en bousculent un autre, en pyjama celui-là, vers une grosse Ford aux portières ouvertes. L'homme en pyjama se débat, appelle : « Antonia ! Antonia ! » Il prend un coup de crosse sur la tête et s'effondre. Les autres le rattrapent, l'enfournent dans la voiture. Une femme sort en courant de l'entrée d'une maison voisine. Elle est en robe de chambre, toute décoiffée. Elle crie : « Juan ! » Elle s'agrippe à l'un des hommes à mitraillette, qui la repousse. Elle tombe. La voiture démarre à toute vitesse. »

Constamment suivi, suspect en raison de ses amitiés avec des adversaires du régime, le peintre est plusieurs fois menacé de mort. On lui fait comprendre — et il sait que ce n'est pas une plaisanterie — qu'il a intérêt à quitter le pays aussitôt après le vernissage de son exposition.

Il y reviendra encore une fois, en juillet 1978, peu avant cete fameuse Coupe du monde de football qui va faire tourner vers l'Argentine les yeux de tous les peuples sans qu'ils aperçoivent ce qui se passe derrière les stades. Cette fois, Marco Mahler ne tiendra que quelques heures à Buenos Aires. A peine a-t-il atteint sa chambre d'hôtel qu'une voix par téléphone lui intime l'ordre de repartir par le premier avion :

« Nous avons assez de notre propre subversion. Nous espérons que vous avez compris ! »

Comment ne pas comprendre quand, pratiquement, tous les amis de 1953 sont morts, disparus ou en exil ? Mais aussi comment oublier quand on a été mêlé, même involontairement, à tant de drames ?

Précisément, Marek Halter n'oublie pas. Il témoigne, il crie, il hurle pour qu'on entende enfin la souffrance du peuple argentin. Lui qui a toujours cru davantage à la force du verbe qu'à celle des bombes, il envoie un formidable coup de poing à la figure du dictateur argentin. Si son livre est un roman, c'est d'abord un roman politique. Le combat pour la liberté, pour la justice. Le combat pour l'homme, que les hommes ne seront jamais trop nombreux à mener. ●